

Rapport d'activité 2017.....

SOMMAIRE

Sommaire

● L'UGECAM PACA ET CORSE	
SOMMAIRE	P.02
ÉDITO	P.05
CHIFFRES CLÉS	P.06
ORGANISATION TERRITORIALE	P.07
FAITS MARQUANTS 2017	P.08
● PARTIE 1 : GOUVERNANCE	P.10
● PARTIE 2 : OFFRE SANITAIRE	P.18
● PARTIE 3 : OFFRE MÉDICO-SOCIALE	P.32
● PARTIE 4 : MAÎTRISE DES RISQUES	P.48
● PARTIE 5 : RESSOURCES ET SUPPORTS	P.54
GLOSSAIRE	P.72



UN ACTEUR DE SANTÉ RECONNU

Au sein du réseau de l'Assurance Maladie, l'UGECAM PACA et Corse a pour missions la préservation et la restauration de l'autonomie des personnes accueillies dans ses structures. Le professionnalisme des collaborateurs et la qualité des équipements garantissent à chacun des usagers le droit à la juste prise en charge de ses besoins et au respect de ses choix.

Par son inscription dans les territoires de santé, la qualité des prestations et l'efficacité des partenariats, l'UGECAM PACA et Corse est devenue un acteur régional de référence des secteurs sanitaire et médico-social.



22 Sites et structures sanitaires
et médico-sociales

1581 lits et places

1527 salariés en ETP (CDI et CDD)

REMERCIEMENTS



La Direction de l'UGECAM PACA et Corse remercie tous les personnels, bénévoles et personnes accueillies qui ont accepté d'être photographiés durant leur présence au sein des structures, ainsi que les différents intervenants qui ont collaboré à l'élaboration de cette publication.



AGIR ENSEMBLE, PROTEGER CHACUN

Ces valeurs, symbolisent les missions de l'Assurance Maladie qui, de par sa nouvelle appellation prend toute sa place dans le paysage sanitaire français.

Elles synthétisent aussi pour l'UGECAM l'exercice 2017 : l'action, le collectif, les missions conduites et leur corollaire nécessaire, l'efficience attendue.

L'action, tout d'abord, les chiffres de ce rapport l'illustrent. Ils reflètent ainsi le travail de toutes et de tous, dans un environnement contraint marqué par la réforme des tarifications sanitaire et médico-sociale.

Concernant le collectif, c'est l'engagement au quotidien des équipes qui nous a permis dans ce contexte de respecter nos objectifs et de tenir les engagements pris, avec une activité soutenue et la concrétisation de projets innovants.

Sur la conduite de nos missions, nous avons su conjuguer sécurité, qualité et efficience. Les résultats significatifs de l'UGECAM PACA et Corse en termes d'intéressement et de CPG, pour cette seconde année consécutive, témoignent de cette dynamique.

Nous ne saurions terminer sans saluer l'ensemble des personnels qui sont notre force et la première richesse de l'UGECAM. Nous remercions également le Conseil sortant, pour avoir durant cette mandature, porté avec confiance et détermination nos ambitions. Cette force et cette détermination sont autant d'atouts essentiels, au regard des échéances et des défis qui nous attendent. Y faire face ensemble est la condition pour poursuivre notre mission au service des populations et ainsi « Agir ensemble, protéger chacun » !

Marie-Paule HOUEMER
Présidente du Conseil

Pierre-Ange CERVETTI
Directeur Général



CHIFFRES CLÉS



LE RÉSULTAT NET 28 394 125 €

PATIENTS PRIS EN CHARGE 6 128

COLLABORATEURS ÉTABLISSEMENTS EN ETP 1 355

FONCTIONS RESSOURCES ET SIÈGE EN ETP 172

STRUCTURES/SITES SANITAIRES ET MÉDICO-SOCIAUX 22

LITS ET PLACES 1 581

ORGANISATION TERRITORIALE



Siège UGECAM PACA-Corse

7 sites sanitaires en SSR

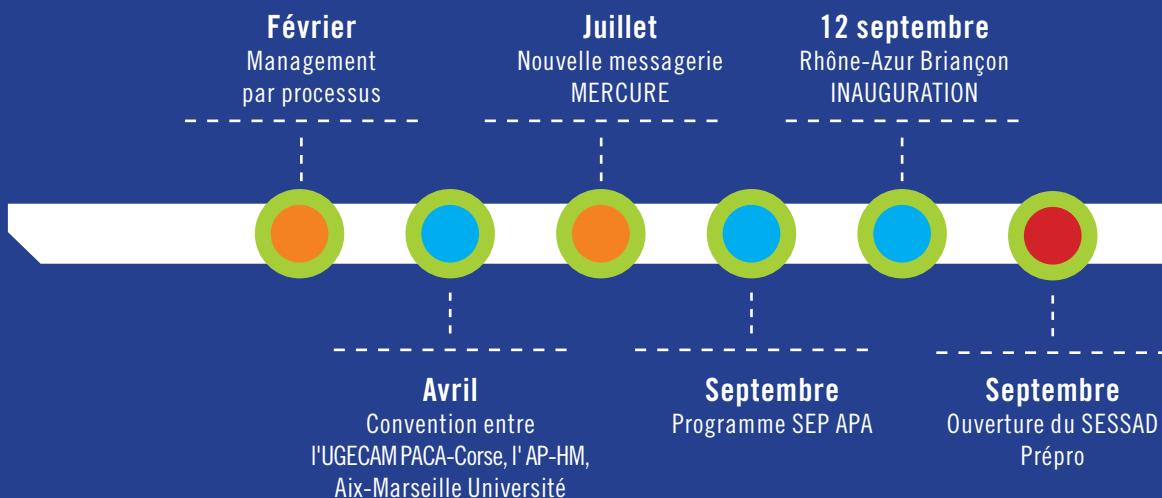
- 1 Centre Médical Rhône-Azur Briançon
- 2 Centre Médical Rhône-Azur Gap
- 3 CSSR Le Cousson Digne-les-Bains
- 4 CSSR Le Mylord Carpentras
- 5 IUR Valmante Sud Marseille
- 6 CSSR Valmante Hôpital Européen Marseille
- 7 Centre Hélio-Marin Vallauris

15 structures/sites médico-sociaux

- 1 CENTRE DE COORDINATION RHÔNE-AZUR (Préorientation, UEROS) Briançon
- 2 INSTITUT HENRI WALLON (IME, SESSAD, ITEP, CAFS) Villeneuve Loubet
- 3 ITEP VOSGELADE Vence
- 4 SITE MÉDICO-SOCIAL LE COTEAU La Gaude (Formation professionnelle, Préorientation, UEROS, SIPFP)
- 5 MAS LA SOURCE Pignans
- 6 MAS LES COLLINES Collobrières
- 7 IME et EEAP Jean Itard / SEES / SIPFP Collobrières
- 8 CAMSP Saint-Raphaël
- 9 CAMSP Toulon
- 10 SESSAD et SEES La Bastide Cogolin
- 11 SESSAD les Piérides et SEES Les Farfadets Toulon
- 12 SEES Le Cigalon et CAMPS Brignoles
- 13 SAMSAH Valmante Marseille
- 14 FAM Les Châtaigniers Collobrières
- 15 PCPE Collobrières



FAITS MARQUANTS 2017



● Le management par processus a débuté en février 2017. À l'instar des organismes de l'Assurance Maladie, l'UGECAM PACA et Corse s'est engagée dans le déploiement d'un Système de Management par Processus (SMP).

● L'UGECAM PACA et Corse, l'AP-HM et Aix-Marseille Université se renforcent mutuellement, en signant une convention dans les domaines de la Médecine Physique et de Réadaptation (MPR) et du handicap en avril 2017.



● La nouvelle messagerie MERCURE (Messagerie Rénovée de Communications Unifiées pour le Réseau d'Entreprise) a été installée au mois de Juillet 2017.

● Visite du programme SEP APA par Madame Laura FLESSEL, Ministre des sports, au CSSR Valmante au sein de l'Hôpital Européen, en septembre 2017.



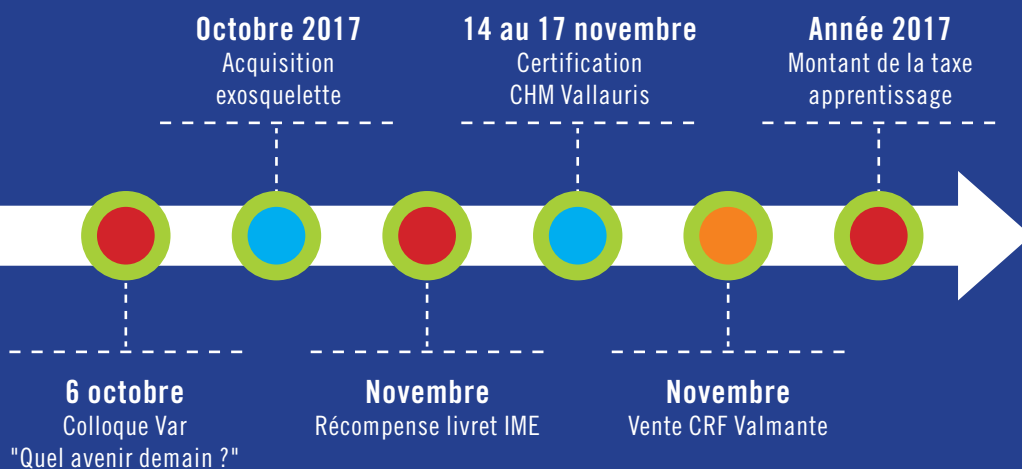
● Inauguration du Centre médical Rhône-azur le 12 septembre 2017 à Briançon.



● Ouverture du SESSAD Prépro à Vosgelade en Septembre 2017

FAITS MARQUANTS 2017

- SANITAIRES
- RÉGIONAUX
- MÉDICO-SOCIAUX



● Colloque Var « quel avenir pour demain ? »
Le 6 octobre à l'IME Jean Itard de Collobrières a eu lieu une journée de réflexion sur les établissements médico-sociaux.

● Suite à l'Appel à Projet Santé 2014/2015 « Soutien aux équipes médicales et scientifiques du département pour des innovations techniques dans le domaine de la santé », le dossier présenté par le Centre Hélios-Marine a été retenu et a permis l'acquisition d'un exosquelette.



● Le livret d'accueil de l'IME adapté aux capacités des usagers a été récompensé en novembre 2017 en recevant le label « Droits des usagers ».

● Visite de certification CHM Vallauris
La visite de certification 2014 du centre Hélios Marin s'est déroulée du 14 au 17 novembre 2017.

● La signature de la vente au Groupe Bouygues Immobilier du site historique du CRF Valmante à Marseille s'est déroulée en novembre 2017.



● En 2017, la taxe d'apprentissage a permis aux établissements médico-sociaux de récolter 15 749 € pour un montant total de 32 435 € depuis 2015.



Partie 1



GOUVERNANCE

GRUPE UGECAM

p.11

CONSEIL

p.12

COMPOSITION CONSEIL

p.13

DIRECTION GENERALE

p.15

L'ORGANIGRAMME

p.16

Le Conseil veille à la bonne gestion de l'organisme par ses délibérations et contrôles.

Sous l'autorité du Directeur Général, le Comité de Direction assure la direction opérationnelle de l'Union. Ces instances forment les grands piliers de la gouvernance de l'UGECAM PACA et Corse. Elles garantissent par leur collaboration, l'efficacité de nos missions de service public.



LE GROUPE UGECAM

Le GROUPE UGECAM est le seul opérateur en France à proposer des filières de soins intégrées, avec une articulation sanitaire et médico-sociale.

1^{ER} OPÉRATEUR DU PRIVÉ NON LUCRATIF

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, le GROUPE UGECAM est le 1^{er} opérateur de santé privé non lucratif. Il est particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10 % de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7 % des soins de suite) et le secteur médico-social (17 % de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés).

ORGANISME DE L'ASSURANCE MALADIE

Organismes de l'Assurance Maladie, les UGECAM adhèrent aux valeurs et orientations stratégiques promues par la CNAM. À ce titre, elles assurent une mission de service public de santé en garantissant un accès aux soins, ouvert à tous, sans discrimination, à des tarifs conventionnés et par une prise en charge de qualité personnalisée.

LES MISSIONS

Soigner, rééduquer : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.

Réinsérer : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire, dont la réinsertion professionnelle.

Accompagner au quotidien : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd physique ou mental. Ces personnes ont besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

UNE OFFRE DE PROXIMITÉ MODERNE

Le GROUPE UGECAM propose une offre de proximité, adaptée aux besoins des populations et à la pointe de l'innovation médicale (télémédecine, hospitalisation à domicile spécialisée...).

Les établissements sont spécialisés dans des domaines de pointe dont :

- les handicaps lourds (amputations, paraplégies, polytraumatismes complexes...),
- les « Grands brûlés »,
- les déficiences cérébrales traumatiques de l'enfant,
- l'obésité infantile,
- la réalisation de prothèses et orthèses,
- la reconversion professionnelle pour personnes en situation de handicap,
- l'accompagnement psychomédico-social des jeunes souffrant de troubles du développement et du comportement...

LA DIRECTION NATIONALE

La Direction Nationale du Groupe rattachée à la CNAM coordonne, structure et oriente l'action des UGECAM. À ce titre, elle veille à la valorisation des projets novateurs, la diffusion des bonnes pratiques et l'efficacité des structures.

88 établissements sanitaires
160 structures médico-sociales
15 000 lits et places



CONSEIL

Les orientations stratégiques de l'organisme sont validées par les membres du Conseil, composé de représentants désignés des salariés, des employeurs et des mutuelles mais aussi d'élus du personnel.

Le Conseil est présidé par Madame Marie-Paule HOUEMER, avec trois Vice-Présidents, Madame Claude BENSA, Messieurs Daniel PETRUCCI et Philippe GUY. Cette instance est composée de 33 Conseillers désignés parmi les Conseils de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (Carsat) et des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de notre région administrative, toutes adhérentes à l'Union. Par ailleurs, les Conseillers siègent aux 10 commissions d'établissements des structures sanitaires et médico-sociales.



COMPOSITION DU CONSEIL



REPRÉSENTANTS DES ASSURÉS SOCIAUX

• CGT

Titulaires :

Patrick MAUREL

Éric OTTINO

Suppléants :

Gisèle ARDALA

• CFDT

Titulaires :

Daniel BOHN

Maryline DEBIEVRE

Suppléants :

Christelle VALTRIANI

Frédéric BRET

• CGT-FO

Titulaires :

Marie-Paule HOUEMER

Jean-Yves SEPULCRE

Suppléants :

André DESCAMPS

Damien KUSTER

• CFTC

Titulaire :

Véronique CUVILLIER

Suppléant :

Pierre LONG

• CFTC-CGC

Titulaire :

Daniel PETRUCCI

Suppléant :

Robert QUILICI

REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS

• MEDEF

Titulaires :

Claude Bensa

Patrick CARLA

Christian DONZEL-GARGAND

Solange BERTRAND

Suppléants :

Geneviève NOBLE

Marc DEHILOTTE

Dominique LELAURAIN

Martine TAYAR

• CGPME

Titulaires :

Massimo-Vincenzo GALLOTTA

Jean-Pierre KOLLER

Suppléants :

Philippe AUBRY

Philippe REVAH

• UPA

Titulaires :

Titulaires :

Alain ANGLES

Philippe GUY

Suppléants :

Jean-Marc DE GAETANO

Robert EYRAUD

REPRÉSENTANTS LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE (FNMF)

• Mutualité

Titulaires :

Annie BES

Bernard ZANEBONI

Suppléants :

Jacques BESSY

Renée ROUX

REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires :

Véronique DE PALMAS

Michel BOLLA

Jean-Marc EPITALON

Suppléants :

Marie GABRIELLI

Hélène DOUSSOT-BOUCHERY

Jean-Charles LAGOUTTIERE

FAITS MARQUANTS

- La mandature se termine en 2017

CONSEIL

- 22 mai 2017
- 10 juillet 2017
- 13 décembre 2017

LA COMMISSION FINANCIÈRE DE GESTION

- 9 mai 2017
- 4 décembre 2017

LA COMMISSION D'ADMISSIONS EN NON VALEUR

- 6 novembre 2017

UNE PRISE EN CHARGE GLOBALE DE LA PERSONNE HANDICAPÉE



SOIN

Quels que soient son type de handicap et son âge, le GROUPE UGECAM soigne toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap.

RÉINSERTION

Le GROUPE UGECAM propose des formations qualifiantes ou diplômantes en vue de l'insertion ou la réinsertion professionnelle, soit vers un milieu de travail ordinaire, soit vers un milieu protégé.

RÉÉDUCATION

Grâce à des prises en charge adaptées, la personne handicapée dispose de soin et de rééducation thérapeutique afin de réduire les déficiences et les incapacités.

ACCOMPAGNEMENT AU QUOTIDIEN

Le GROUPE UGECAM conseille la personne handicapée tout au long de son parcours, grâce aux équipes médico-psycho-sociales, afin d'optimiser les chances de réinsertion sociale et professionnelle.

DIRECTION GÉNÉRALE

La direction est l'instrument de pilotage de l'organisme, chargée de conseiller le Directeur Général dans la conduite et la gestion des établissements et services.

Les Comités de Direction tiennent une place essentielle dans la gestion de l'organisme, comme instance de conseil au Directeur Général dans l'arbitrage et la mise en œuvre des décisions stratégiques.

LE COMITÉ DE DIRECTION RÉGIONAL

Placée sous l'autorité du Directeur Général, cette instance est composée de huit membres représentant tous les métiers et activités de l'UGECAM. Cette instance de réflexion et de concertation traite des dossiers transversaux et stratégiques.

Elle contribue à l'anticipation et à la gestion des enjeux majeurs pour l'organisme. Elle coordonne la mise en œuvre des orientations stratégiques, contrôle la réalisation des objectifs et suit les résultats opérationnels. Chaque Directeur a la charge de plusieurs services ou établissements. Il définit et conduit, en concertation avec le Directeur Général, la totalité et la supervision des secteurs qui lui sont rattachés dans le respect de la stratégie régionale.

LE CONSEIL STRATÉGIQUE RÉGIONAL

Associant le Comité de Direction Régional, les Directeurs, les Médecins Coordonnateurs et les Responsables Réseaux, cette instance est un lieu d'échange sur les orientations stratégiques, ayant des implications régionales et transversales.

LE CONSEIL DE DIRECTION

Associant le Comité de Direction Régional et les Directeurs d'établissements, cette instance a pour objectif la préparation de certains dossiers ou décisions stratégiques ayant des implications régionales sur tous les sujets de la vie de l'UGECAM. Ce Conseil fonctionne comme instance consultative du Comité de Direction Régional.

LE COMITÉ RÉGIONAL D'ÉTHIQUE

Le Comité d'Éthique de l'UGECAM PACA-Corse est une instance mandatée pluridisciplinaire, pluraliste, consultative et indépendante. Elle est composée de professionnels de la santé et de personnes qualifiées internes et externes choisis pour leur compétence et leur intérêt pour les questions éthiques.

Ainsi, cette instance a pour missions :

- d'élaborer des avis éthiques dans des situations concrètes, notamment lorsque les choix quant à la prise en charge optimale d'un usager impliquent un conflit de valeurs (local),
- d'édicter des recommandations concernant des situations générales intégrant des éléments éthiques (régional),
- de promouvoir une coordination entre les structures déjà existantes et œuvrant dans le domaine de l'éthique (régional),
- de participer à l'information et la formation continue sur l'éthique (locale et régionale).

QUATRE COMITÉS DE DIRECTION SPÉCIALISÉS

- Le CODIR médico-social réunit le Directeur Délégué, les Directeurs d'Établissements et les services supports. Il permet d'élaborer des projets collaboratifs, de partager l'information, de mutualiser les compétences et de développer les synergies indispensables au déploiement de la stratégie régionale.
- Le CODIR sanitaire fonctionne selon des finalités et modalités similaires au CODIR médico-social.
- Le CODIR Achats et Marchés Publics (CODIRAMP) a pour mission de donner un avis sur l'analyse des offres de l'ensemble des marchés publics, afin que le pouvoir adjudicateur se prononce sur leur attribution. Cette instance se compose des membres du Comité de Direction régional.
- Les CODIR de transfert réunissent chaque mois les membres du Comité de Direction Régional et le Directeur d'établissement concerné par un transfert d'activité, pour accompagner au mieux les différentes actions.

L'ORGANIGRAMME



ORGANISATION DE LA DIRECTION

Cette organisation a pour objectif d'élaborer un mode de gouvernance permettant de conjuguer efficacité de gestion et mission de service public.

Les principes de la gouvernance :

- Adapter l'organisation aux objectifs
- Renforcer l'efficacité des réseaux
- Revoir la cohérence des emplois
- Informer sur les orientations stratégiques
- Harmoniser les procédures et pratiques
- Mettre en cohérence hiérarchie fonctionnelle et administrative.

La politique qualité régionale est placée au sein de toutes les stratégies et orientations :

- Comité de Direction Régional
- Conseil de Direction
- Conseil Stratégique Régional
- Comité régional de pilotage de la qualité associant usagers, salariés et partenaires.
- Comité régional d'éthique,
- Comités opérationnels (Sanitaire, médico-social et fonctions supports)



Directeur Général



P.A. CERVETTI

Direction
Administration Générale
Affaires juridiques



F. SCHALL

Direction
Patrimoine



J.P. ANDRE

Direction
Ressources Humaines



P. STELLA

Agence
Comptable



J.P. LONG

Réseau
Système d'information

P. DON

Réseau Achats /
Marchés Publics

C. HODSON

Communication

F. BOCOGNANI

Secrétariat de
Direction Siège

S. CANTIN

Mission Affaires
Juridiques

B. RANIER

Mission Gestion du
Siège

Mission Assurances

H. DOUSSOT - BOUCHERY

Réseau
Maintenance

Réseau
Travaux

Réseau
Sécurité

J.M. LEPINTE

Mission Inventaire
Physique

Réseau
Ressources humaines

F. QUEFFELEC

Mission Affaires
Réservées

Service
financier

A. ZANINI

Réseau comptable

Organigramme régional

- Processus stratégique
- Processus de prise en charge
- Processus ressources



Partie 2

OFFRE SANITAIRE

OFFRE SANITAIRE	p.19
CENTRE HÉLIO-MARIN - VALLAURIS	p.20
CENTRE MÉDICAL RHÔNE-AZUR - BRIANÇON ET GAP	p.22
CSSR LE MYLORD - CARPENTRAS	p.24
CSSR LE COUSSON - DIGNE LES BAINS	p.26
CENTRE DE RÉÉDUCATION TIONELLE VALMANTE - MARSEILLE	p.28
SAMSAH VALMANTE - MARSEILLE	p.30

Les cinq établissements sanitaires de l'Union participent au service public de santé au sein de cinq départements. Ils sont soumis aux mêmes règles de fonctionnement, de financement et de sécurité que les autres structures sanitaires à but non lucratif. La politique régionale est élaborée au regard des orientations nationales de l'Assurance Maladie et du Programme Régional de Santé. L'offre de santé régionale évolue pour répondre aux mieux aux besoins définis par le Projet Régional de Santé pour les territoires de santé dans le respect des valeurs portant notre mission de service public.



OFFRE SANITAIRE

LES GRANDS OBJECTIFS DE PROGRÈS 2017 ET LEURS RÉSULTATS

Le secteur sanitaire constitué de cinq établissements spécialisés en Soins de Suite et Réadaptation, a été marqué, en 2017, par de forts enjeux médico-économiques.

Accroître la performance économique

La mise en œuvre de la Dotation Modulée à l'Activité, au 1er mars 2017, a impacté le pilotage des établissements.

Ainsi, plusieurs démarches ont été conduites, afin de garantir l'optimisation du codage et de la gestion des séjours. Grâce à la mobilisation des professionnels, l'activité sanitaire a augmenté de 3%, tout en réduisant ses coûts de gestion de 2%.

Poursuivre l'adaptation de l'offre de soins

Garante de l'ambition de l'Assurance Maladie, d'une prise en charge pertinente, garantie à tous dans son accès, l'UGECAM a poursuivi la transformation de son offre de soins.

Ainsi, le virage ambulatoire a été renforcé au Centre Hélium-Marin à Vallauris, au Centre Médical Rhône-Azur de Briançon et au CSSR Valmante –Hôpital Européen à Marseille. Le Centre de Soins de Suite et de Réadaptation Le Cousson a initié quant à lui, un programme d'extension.

Élaborer les projets d'établissement

Chaque établissement sanitaire a initié la rédaction d'un projet d'établissement dans le respect de la stratégie nationale de santé et des valeurs de la Sécurité sociale.

Cette ambition collaborative permet de clarifier les orientations quinquennales de chaque structure, afin de mobiliser chacun pour

l'atteinte des objectifs communs.

Les principales orientations identifiées régionalement sont :

- la poursuite du virage ambulatoire,
- le développement des prestations d'expertise notamment en neurologie,
- l'amélioration de la qualité de la prise en charge au regard des obligations de l'HAS,
- l'adoption d'organisations efficaces tant en termes de prise en charge que de logistique.

Équilibrer les comptes

Le résultat du secteur est de 26.6 millions d'euros et intègre la vente de l'ancien site de Valmante (Marseille) intervenue en 2017. Le résultat d'exploitation reste déficitaire à hauteur de 4.1 millions d'euros, notamment en raison d'une diminution des dotations ARS.

L'Union a tenu l'ensemble des engagements formalisés dans le Contrat de Retour à l'Équilibre Financier, signé en 2016 avec l'ARS.

OBJECTIFS 2018

Poursuivre l'optimisation médico-économique

Améliorer l'équilibre financier de l'activité sanitaire

Finaliser les projets d'extension et de réhabilitation (CSSR Le Cousson, CHM)

Mettre en œuvre les projets d'établissements en appui à la négociation du CPOM



DIRECTEUR

Jean-Marc MELIS

PRÉSIDENT DE CME

Docteur Éric BIANCHI

ADRESSE

1090, voie Julia
06220 VALLAURIS

TÉLÉPHONE

0826 46 46 44

E-MAIL : chm.direction.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

CENTRE HÉLIO-MARIN VALLAURIS



2017 EN CHIFFRES

170 lits installés

50 places

56 876 journées HC

17 031 journées HDJ

1 439 patients
accueillis

238.94 nombre ETP CDI CDD

22.192.491€ chiffre
d'affaires d'activité

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Le Centre Hélio-Marin de Vallauris est un établissement de soins de suite et de réadaptation spécialisé. Il offre des prises en charge de haute qualité grâce à des professionnels qualifiés et un plateau technique performant.

Le CHM a pour mission de prendre en charge les patients adultes dont l'état de santé nécessite des soins actifs et des traitements nécessaires à la réadaptation dispensés sous surveillance médicale constante, après la phase aiguë de leur pathologie à l'issue d'une hospitalisation ou en provenance du domicile.

- Deux spécialités en hospitalisation complète et hospitalisation de jour constituent le cœur de métier de l'établissement :
 - Affections du système nerveux : affections cérébrales, sclérose en plaques, affections médullaires, réadaptation après AVC...
 - Affections de l'appareil locomoteur : réadaptation des amputés, traumatologie-orthopédie, rhumatologie, douleur chronique...

- Les professionnels :

Dans le cadre de ses orientations et afin de proposer aux personnes prises en charge des soins de qualité adaptés à leurs pathologies, le CHM dispose d'une équipe médicale qui fédère des médecins spécialistes en médecine physique et de réadaptation, des médecins généralistes, un pharmacien et contribue par leur accueil à la formation des internes en médecine. L'établissement est doté d'un plateau technique de haute performance, qui permet à l'ensemble des professionnels de la rééducation (kinésithérapeutes, intervenants APA, ergothérapeutes) de disposer des moyens nécessaires à la rééducation des patients pris en charge, dans le cadre de programmes de rééducation adaptés.

Enfin, l'équipe soignante composée de cadres de santé, infirmières, aides-soignants, ainsi que l'équipe sociale, contribuent à la prise en charge globale des patients de leur entrée dans l'établissement à leur sortie.



TEMPS FORTS 2017

- **7 avril** : le CHM a été lauréat dans le cadre de l'Appel à Projet Santé pour « un dispositif d'analyse et de rééducation à l'équilibre et à la posture pour les patients souffrant de maladie neuro-dégénératives, les victimes d'AVC et autre maladies neurologiques ». Participation du Département des Alpes-Maritimes à hauteur de 16 200 €, soit 50 % du financement.
- **17 juillet** : avis favorable de l'ARS pour le versement d'une subvention de 34 200 € dans le cadre de l'action Sport Santé « Promouvoir l'activité physique auprès des patients atteints de la maladie de Parkinson conformément aux recommandations de la HAS (juin 2014). Faire prendre conscience aux patients de l'intérêt de l'activité physique et les accompagner vers la pratique d'activités physiques adaptées dans leur quotidien ».
- **Novembre** : visite des auditeurs de la Haute Autorité de Santé dans le cadre de la certification V2014.
- Accord de principe de M. REVEL, Directeur de la CNAMTS, en date du **8 décembre**, pour le financement à hauteur de 20 500 000 € du projet de réhabilitation du Centre Hélió-Marin sur site.



PERSPECTIVES 2018

- Formalisation du Projet d'Établissement 2018 / 2022.
- Projet de réhabilitation : démarrage des phases d'études préalables au programme de réhabilitation prévu sur la période 2019-2022.
- Poursuite de la démarche Qualité suite au rapport de Certification 2017 (V2014) délivré par la Haute Autorité



DIRECTEUR

Julie VANRIET-MARGUERON

PRÉSIDENT DE CME

Docteur MARC BATICLE

ADRESSES

2, avenue Adrien Daurelle
05100 BRIANÇON

2, chemin des Peupliers
Lieu-dit les Aurouzes
05000 GAP

TÉLÉPHONE

0826 46 46 55

E-MAIL : cmra.contact.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

CENTRE MÉDICAL RHÔNE-AZUR BRIANÇON ET GAP

BRIANÇON

2017 EN CHIFFRES

90 lits
25 places
30 265 journées HC
7 415 journées HDJ
995 patients accueillis
61 ans âge moyen des patients accueillis
167.60 nombre ETP CDI CDD
12.285.116 € chiffre d'affaires d'activité

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Le Centre Médical Rhône-Azur est spécialisé dans la prise en charge rééducative des affections de l'appareil locomoteur, neurologiques, respiratoires et cardio-vasculaires.

Il est labellisé éducation thérapeutique pour les pathologies respiratoires chroniques.

Le Centre Médical Rhône-Azur assure une mission de service public bâtie sur les valeurs de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité, en garantissant une prise en charge de qualité et une sécurité des soins pour tous.

GAP

2017 EN CHIFFRES

17 lits
17 places
8 341 journées HC
7 030 journées HDJ
548 patients accueillis
62 ans âge moyen des patients accueillis
34 nombre ETP CDI CDD
3.290.098 € chiffre d'affaires d'activité



TEMPS FORTS 2017

En 2016, le Centre Médical Rhône-Azur s'est doté d'un nouvel établissement sur le site de Briançon, pensé pour favoriser une prise en charge spécialisée, dans une logique de filières.

S'il est avant tout un lieu de soins, il n'en demeure pas moins un espace de vie destiné à contribuer au bien-être des patients et à l'amélioration des conditions de travail du personnel.

Depuis le 19 septembre 2016, date du déménagement, 15 mois se sont écoulés et ont permis de s'adapter aux nouvelles organisations.

Les ajustements ont été nombreux et tout le personnel s'est mobilisé pour construire des solutions d'amélioration. Aussi, l'année 2017 a permis de réaliser un certain nombre d'aménagements afin d'améliorer l'accueil des patients et les conditions de travail.

Une inauguration réussie

Le 12 septembre 2017, le Centre Médical a inauguré sa structure de Briançon, en présence de nombreuses personnalités et invités. Une visite du nouveau site a été organisée pour faire découvrir les plateaux techniques et les modes de prises en charge sur les spécialités de l'établissement.

Une activité en réponse aux besoins du territoire

Implanté sur un territoire de haute montagne, le Centre Médical Rhône-Azur offre l'accès à des soins de qualité et de proximité aux populations locales, dont les besoins présentent des spécificités fortes. Des partenariats avec les Centres Hospitaliers publics et privés du Briançonnais et du Gapençais ont permis l'organisation de filières de soins sur les prises en charges de l'appareil locomoteur et de neurologie (post-AVC, maladie de Parkinson). En lien avec la médecine de ville, le CMRA met en œuvre des parcours de réhabilitation cardiaque (Gap) et de réhabilitation respiratoire (Briançon).

Un partenariat renforcé

Le rapprochement avec le Centre Hospitalier des Escartons à Briançon, matérialisé par une passerelle qui relie les deux établissements, permet de dynamiser un partenariat destiné à renforcer la continuité des soins, et à créer une communauté hospitalière dans le cadre d'un projet médical commun.

PERSPECTIVES 2018

Se préparer aujourd'hui aux enjeux de demain

- Préparation à la certification

L'année 2018 sera marquée par la préparation à la certification qui aura lieu en mars 2019. Cette démarche pluridisciplinaire s'appuie sur le pilotage des groupes par processus, avec comme nouveauté, le déploiement de nouvelles méthodes de visite. Elle fera l'objet d'un grand nombre de réunions auxquelles seront associés les personnels de l'établissement.

- Mobilisation autour de la Dotation Modulée à l'Activité
Comme tous les établissements SSR, le Centre Médical Rhône-Azur a vu son financement évoluer, la réforme devant se déployer progressivement sur la période allant de 2017 à 2022. Dans cet intervalle, les tarifs constitués d'une part activité, seront affectés d'un coefficient de transition.

Le point fort de la démarche : optimiser son codage PMSI

- Rédaction du projet d'Établissement

Dans son projet d'établissement, le Centre Médical Rhône-Azur développera les orientations de son projet médical pour les cinq prochaines années, portées par la politique générale de l'établissement.

- Une vision globale par processus

Une participation de tous les professionnels

Les principes directeurs du Système de Management par Processus reposent sur l'engagement du Centre Médical Rhône-Azur à animer une démarche d'amélioration continue afin de garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité de la prise en charge globale du patient, démarche concrétisée lors des certifications HAS.

Un comité de Pilotage a été créé pour dynamiser l'ensemble des groupes de travail chargés de piloter les processus au niveau local.





DIRECTEUR

Hélène BERTIN

PRÉSIDENT DE CME

Docteur Philippe DEYRES

ADRESSE

30, rond-point de l'amitié
84200 Carpentras

TÉLÉPHONE

0826 46 26 56

E-MAIL

myl-accueil.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

CSSR LE MYLORD CARPENTRAS



2017 EN CHIFFRES

60 lits installés

20 534 journées HC

620 patients
accueillis

80 ans âge moyen des
patients accueillis

52.84 ETP CDI CDD

4.647.811 € chiffre
d'affaires d'activité

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Installé sur le Pôle Santé de Carpentras, les Centre de Soins de Suite et de Réadaptation le Mylord dispose d'un agrément pour recevoir les personnes âgées ayant besoin d'une prise en charge polyvalente et d'une reconnaissance de la spécialité pour les personnes âgées dépendantes et à risque de dépendance.

Le plateau technique offre des prises en charge différenciées adaptées aux besoins des personnes âgées. Cette structure répond aux exigences de santé du territoire, notamment dans le cadre d'une collaboration avec le Centre Hospitalier de Carpentras et la Clinique Synergia.

Ainsi, en 2017, l'établissement a pris en charge 256 patients adressés par le Centre Hospitalier de Carpentras et 151 patients adressés par la Clinique Synergia, ce qui représente 73% des patients accueillis.

Le CSSR le Mylord a renforcé son activité au cours de l'année 2017. Grâce à la pérennisation des effectifs médicaux, l'établissement affiche un taux d'occupation en progression, passant de 78% en 2016 à 94% en 2017.

L'établissement est désormais reconnu comme un acteur incontournable de la prise en charge de la personne âgée sur le territoire.

TEMPS FORTS 2017

Mars 2017 : L'établissement a complété son effectif médical avec l'arrivée d'un nouveau praticien.

Avril 2017 : Une journée d'information sur les droits des patients a été organisée dans le hall du Centre Hospitalier de Carpentras, avec le concours de l'ensemble des représentants des usagers du pôle de santé. Cette manifestation sera reconduite en 2018.

Août 2017 : Signature de la Convention de fonctionnement relative aux modalités de transfert et d'accueil des patients entre le Centre Hospitalier de Carpentras et le CSSR Le Mylord. Cette convention a pour objet de faciliter la prise en charge coordonnée des patients entre les deux établissements.

Septembre 2017 : Signature de la convention relative à la répartition des charges entre les 5 entités du Pôle de Santé de Carpentras, CH de MONFAVET, l'A.T.I.R, SYNERGIA, CH de CARPENTRAS et l'UGECAM.

Cette convention formalise, les accords de répartition des charges entre les parties pour l'entretien et la maintenance des surfaces et dispositifs communs.

PERSPECTIVES 2018

Dans le cadre de la démarche de certification, l'établissement sera audité par les experts visiteurs de la Haute Autorité de Santé en octobre 2018. L'ensemble des équipes est d'ores et déjà investi dans la préparation de la certification.

En cohérence avec le Programme Régional de Santé et les besoins de santé du territoire l'établissement va rédiger son projet d'établissement, fixant les objectifs stratégiques pour les cinq prochaines années.

L'établissement entend par ailleurs poursuivre et renforcer sa collaboration avec les autres entités du pôle de santé de Carpentras.

Il a notamment pour projet :

- d'améliorer la prise en charge des patients en formalisant une convention en vue de développer l'évaluation post-opératoire précoce du patient âgé polypathologique en situation de fragilité,
- de rédiger une convention avec le CH de Montfavet, formalisant les interventions d'un médecin psychiatre auprès des patients du Mylord,
- de déposer auprès de l'ARS un projet de programme de prévention des chutes chez la personne âgée,
- de réaliser un projet de jardin et de cuisine thérapeutiques.





DIRECTEUR

Jean-Louis BLANC

PRÉSIDENT DE CME

Docteur Marc AMENDOLA

ADRESSE

Route de Nice
04000 Digne-les-Bains

TÉLÉPHONE

0826 46 46 77

E-MAIL : cou.direction.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

CSSR LE COUSSON DIGNE-LES-BAINS



2017 EN CHIFFRES

60 lits installés

19 539 journées HC

484 patients
accueillis

80 ans âge moyen
des patients accueillis

64.25 ETP CDI CDD

4.970.736 € chiffre
d'affaires d'activité

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Situé sur le territoire de santé des Alpes de Haute-Provence, le Centre de Soins de Suite et de Réadaptation Le Cousson est spécialisé dans la prise en charge des personnes âgées poly pathologiques. L'établissement dispose également d'une Unité Cognitive Comportementale de 10 lits, ainsi que de 10 lits destinés à la prise en charge des patients en état pauci-relationnel.

L'établissement travaille en étroite collaboration avec le Centre Hospitalier de Digne-les-Bains afin d'assurer la prise en charge des patients âgés, notamment à l'issue d'une prise en charge en court séjour.

95% des patients pris en charge sont originaires du département des Alpes de Haute Provence, et parmi eux 45% de Digne-les-Bains. L'activité de l'établissement s'est renforcée en 2017, permettant d'atteindre un taux d'occupation de 89%.



TEMPS FORTS 2017

En 2017, le CSSR le Cousson a présenté deux projets qui seront réalisés au cours de l'année 2018.

- Projet de jardin thérapeutique : le **6 décembre 2017** le CSSR le Cousson a obtenu une subvention de 11 000 € de la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France pour son projet de jardin thérapeutique.
- Toujours le **6 décembre 2017**, le CSSR le COUSSON a obtenu de l'ARS PACA une subvention de 125 000€ au titre du Fonds Régional d'Intervention pour l'aménagement de l'établissement en vue de l'ouverture de 6 lits issus du transfert d'autorisation du Centre Hospitalier des Mées.



PERSPECTIVES 2018

Dans le cadre de la démarche de certification, l'établissement sera audité par les experts visiteurs de la Haute Autorité de Santé en octobre 2018. L'ensemble des équipes est d'ores et déjà investi dans la préparation de la certification. L'établissement verra, au cours de l'année, la concrétisation des projets élaborés en 2017 :

- Réalisation du jardin thérapeutique,
- aménagement d'une cuisine thérapeutique,
- sécurisation de l'établissement par l'installation d'un portail d'entrée.

Au-delà, dans le cadre des partenariats avec le CH de Digne les Bains, plusieurs conventions sont en cours de formalisation :

- Convention de partenariat relative à l'organisation de la permanence médicale,
- convention relative à l'approvisionnement en médicaments du CSSR le Cousson,
- convention de fonctionnement relative aux modalités de transfert et d'accueil des patients,
- convention relative aux conditions d'intervention des accompagnants bénévoles de l'association JALMA.



DIRECTEUR

Marianne STELLA

PRÉSIDENT DE CME

Docteur Olivier KNEBELMANN

MÉDECIN COORDONNATEUR SITE DE L'IUR

Professeur Laurent BENSOUSSAN

ADRESSE

IUR Valmante sud
42, Boulevard de la Gaye, 13009 Marseille

CSSR Valmante Hôpital Européen
3, rue Melchior Guinot, 13003 Marseille
Cedex 03

TÉLÉPHONE

0826 46 46 66

E-MAIL : iur.secretariat.direction@ugecam.assurance-maladie.fr

CENTRE DE RÉÉDUCATION FONCTIONNELLE VALMANTE



2017 EN CHIFFRES

150 lits installés

80 places

53 811 journées HC

28 838 journées HDJ

1 660 patients accueillis

63 ans âge moyen
des patients accueillis

278,18 nombre ETP CDI CDD

22.368.708 € chiffre
d'affaires d'activité

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Implantés sur le territoire de la ville de Marseille, les centres de soins de suite et de réadaptation de Valmante sont répartis sur deux sites : l'Institut Universitaire de Réadaptation Valmante sud et le CSSR Valmante – Hôpital Européen, installé dans l'enceinte de l'Hôpital Européen à la Joliette depuis 2013.

Le Centre de Rééducation Fonctionnelle assure la prise en charge des patients adultes, en hospitalisation complète ou partielle, pour une prise en charge spécialisée dans le traitement des affections du système nerveux et du système ostéo-articulaire.

La prise en charge globale des patients repose sur une équipe composée de médecins spécialisés en médecine physique et de réadaptation, de kinésithérapeutes, ergothérapeutes et psychologues. Chaque patient bénéficie d'un projet thérapeutique individualisé lors de son admission, permettant d'organiser l'intervention des professionnels.

Chaque structure dispose d'un plateau technique spécialisé et adapté aux besoins de rééducation, qui comprend des espaces de balnéothérapie, gymnases, salles de kinésithérapie. Complémentairement, l'établissement est équipé d'un appareil d'isocinétisme, d'un exosquelette des membres inférieurs électromécanisé ainsi que d'un atelier d'appareillage facilitant la prise en charge précoce des patients amputés.



La structure dispose, d'un plateau technique spécialisé et adapté à la prise en charge de pathologies lourdes. Il comprend notamment des espaces d'ergothérapie, gymnases, salles de kinésithérapie, balnéothérapie et un parc d'application de fauteuils roulants.

Le plateau technique est complété par un LOKOMAT, un appareil d'isocinétisme et un exosquelette de membres inférieurs électro-mécanisé, qui contribuent à la définition et à la mise en œuvre des programmes de rééducation.

La prise en charge des patients amputés est facilitée par un atelier d'appareillage en CFAO permettant un travail de précision et une prise en charge précoce à l'arrivée du patient dans l'établissement.

TEMPS FORTS 2017

L'année 2017 a été marquée par le lancement du partenariat avec l'Université Aix Marseille et le CHU. Après la signature d'une convention tripartite, le Professeur Laurent BENSOUSSAN a pris ses fonctions de médecin coordonnateur le **1er mars**.



Dès le mois de **juin**, ce partenariat universitaire a permis d'accueillir l'European School of MPR (PHOTO) et de nouer de nouveaux partenariats, notamment avec l'Institut Régional Supérieur de Psychomotricité.



Dans le cadre de l'élaboration du projet d'établissement, des groupes de réflexion ont été constitués à compter de **juin 2017**, afin de contribuer aux réflexions sur la stratégie de l'IUR pour les 5 prochaines années.

De nouvelles collaborations avec des appareilleurs externes sont développées avec le service d'appareillage. Dans ce cadre, une journée de présentation des nouveaux genoux prothétiques a été organisée au mois de **juin**.



Afin de compléter les capacités de formation de l'établissement, un poste de médecin Assistant spécialiste a été créé et un médecin MPR, assistant spécialiste, a intégré l'équipe de neurologie au mois de novembre.

PERSPECTIVES 2018

Au cours de l'année 2018, les actions identifiées dans le cadre du projet d'établissement seront mises en œuvre, notamment :

- le développement des consultations pluridisciplinaires post-AVC,
- la mise en place d'un programme de réentraînement à l'effort post-AVC,
- la réunion des unités de neurologie en un service unique sur un même plateau,
- le déploiement du plan d'action relatif à la Dotation Modulée à l'Activité,
- la création de nouveaux partenariats avec le service appareillage.

Certifié V2014 suite à la visite des experts de la HAS en février 2015, l'établissement devra communiquer au cours de l'année 2018 son compte qualité actualisé, afin de préparer sa visite de certification de 2019.



DIRECTEUR

Marianne STELLA

PRÉSIDENT DE CME

Docteur Fawzia OUALIKEN

MÉDECIN COORDONNATEUR

Professeur Laurent BENSOUSSAN

ADRESSE

42, Boulevard de la Gaye
13009 Marseille

TÉLÉPHONE

0826 46 46 66

E-MAIL : iur.secretariat.direction@ugecam.assurance-maladie.fr

SAMSAH VALMANTE MARSEILLE



2017 EN CHIFFRES

25 lits installés

172,96% taux

occupation

10 870 journées

65 patients

accueillis

49 ans âge moyen

des patients

accueillis

8,58 nombre ETP

CDI CDD

593.861 € chiffre
d'affaires d'activité

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Le SAMSAH Valmante est un service d'accompagnement, qui intervient au domicile des personnes en situation de handicap moteur avec ou sans troubles associés après orientation par la commission de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Le Service intervient sur un secteur géographique défini : Marseille, Aubagne, La Ciotat, Carnoux, Cassis, Roquefort la Bédoule, La Penne sur Huveaune.

La prise en charge globale et individualisée s'articule autour du Projet Personnalisé d'Accompagnement élaboré avec la personne accueillie, son entourage, et l'ensemble des partenaires nécessaires.

Au regard des situations et des besoins identifiés, le service propose :

- un accompagnement médical et psychologique,
- un suivi socio-éducatif,
- une évaluation périodique des besoins,
- une formation et une information,
- une coordination avec les acteurs du terrain et de droit commun,
- un soutien aux aidants.



TEMPS FORTS 2017

Dans le cadre de la politique d'amélioration continue de la qualité et de la gestion des risques, l'année 2017 a été un véritable temps fort pour l'établissement. Après l'élaboration d'une méthodologie commune avec le FAM « Les Châtaigniers », validée par les instances représentatives et les représentants des usagers, une évaluation interne croisée a été réalisée de **mai à juin**.

Suite aux premières analyses, plusieurs actions d'amélioration ont été entreprises :

- la rédaction d'un nouveau règlement de fonctionnement,
- l'intégration d'un représentant des usagers du SAMSAH à la Commissions des Usagers de l'IUR,
- la révision des procédures d'admission et de suivi des usagers.

De plus, dans le cadre de la dynamique régionale de déploiement du système de management par processus, le service a participé aux premières évaluations des processus.

Conformément aux engagements pris dans le projet de service, plusieurs temps de rencontre ont été organisés :

- un repas festif pour les usagers en partenariat avec le foyer ARI La Bessonnère à Marseille (**janvier**),
- des ateliers cuisine sur le plateau technique du centre avec des bénéficiaires,
- un séjour de vacances en Auvergne au mois d'**avril**,
- une après-midi conviviale pour la restitution du séjour de vacances en Auvergne (15 participants) en **novembre**.

Le SAMSAH poursuit toujours son activité de partenariats variés et formalisés au sein de son territoire d'intervention. Plusieurs rencontres ont été menées avec : MDPH, SAVS APF, SAAD, AFM, réseau SLA, pôle MPR, ESMS...

Dans cette dynamique, le service a confirmé l'augmentation de sa file active d'usagers accueillis et a pris en charge xx personnes par dérogation au critère géographique.

PERSPECTIVES 2018

Au cours de l'année 2018, les actions identifiées dans le cadre du projet de service et de l'évaluation interne seront poursuivies. Plus particulièrement, l'année sera marquée par :

- la réalisation de l'Évaluation Externe du service,
- l'actualisation des documents obligatoires de la loi de 2002, notamment le livret d'accueil,
- la formalisation et le développement de nouveaux partenariats au travers de conventions,
- le développement des activités socialisantes à l'extérieur et au sein de l'IUR en partenariat avec les services Animation et APA,
- la mise en place de temps de rencontre pour les aidants familiaux,
- le développement de passerelles de prise en charge entre le SAMSAH et le CRF Valmante,
- la participation à la négociation régionale du CPOM.



Partie 3



OFFRE MÉDICO-SOCIALE

OFFRE MÉDICO-SOCIALE

p.33

IME HENRI WALLON -
VILLENEUVE-LOUBET

p.34

ITEP VOSGELADE - VENCE

p.36

SITE MÉDICO-SOCIAL
LE CÔTEAU - LA GAUDE

p.38

ÉTABLISSEMENTS
MÉDICO-SOCIAUX DU VAR

p.40

CENTRE DE COORDINATION
RHÔNE-AZUR - BRIANÇON

p.46

Les quinze sites et services médico-sociaux offrent une activité au service des personnes handicapées de la petite enfance, à l'adolescence jusqu'à l'âge adulte, avec des types de prise en charge multiples allant du simple bilan à l'accueil séquentiel, de l'externat au semi-internat, de l'internat de semaine à l'internat permanent. Une offre d'accompagnement et de soins dans des champs d'activité variés : ITEP, IME, CAFS, CRP, UEROS, MAS... jusqu'à un organisme de formation. L'objectif est de répondre aux besoins du Schéma Régional Médico-Social, dans un souci de proximité des lieux de vie des personnes handicapées et d'amélioration continue de la qualité de la prise en charge, conformément aux missions de l'Assurance Maladie.



OFFRE MÉDICO-SOCIALE

LES GRANDS OBJECTIFS DE PROGRÈS ET LEURS RÉSULTATS

En 2017, une phase de transition a débuté, dans la perspective d'évolutions réglementaires et contractuelles.

Préparer les évolutions réglementaires

Acteur de l'expérimentation de l'Aire, l'UGECAM a souhaité préparer l'extension du fonctionnement en dispositif aux IME. Les orientations globales « vers une société inclusive » requièrent également les nécessaires adaptations des fonctionnements internes et du partenariat des services.

Parallèlement, la grille SERAFIN-PH a été expérimentée au sein de plusieurs services, pour mieux identifier les besoins de chaque usager et répondre au plus près à ceux-ci.

De plus, deux unités innovantes ont été ouvertes : le PCPE du Var et le SESSAD pré-pro de Vosgelade.

Poursuivre les engagements en faveur des droits des usagers

Depuis plusieurs années, les établissements médico-sociaux ont engagé des démarches en faveur de la bientraitance, dynamique poursuivie en 2017. Ainsi, outre les formations, parfois partagées avec les usagers, des procédures ont été diffusées (maltraitance, plaintes...) et des audits réalisés (EPP HAS-FORAP).

Diverses actions visant à améliorer la participation des usagers à la vie institutionnelle ont été conduites régionalement ou localement : révision du règlement de fonctionnement, création de groupes de paroles...

Répondre aux obligations d'amélioration des prestations

Dans la continuité des travaux conduits pour les projets d'établissements, des réflexions inter-établissements ont été menées. L'évaluation interne croisée a été, programmée de novembre à mars 2018 et la préparation de la négociation du CPOM, initiée fin 2017. Ces démarches impliquant les personnes accueillies et leurs représentants, ont permis d'anticiper au mieux les évolutions stratégiques et fonctionnelles en se concentrant sur les besoins et attentes des usagers et non sur l'offre actuellement proposée.

Disposer des moyens financiers nécessaires

Le secteur médico-social est caractérisé par un taux de vétusté important, qui implique des investissements à venir importants, notamment dans le secteur immobilier. Dans ce cadre, les établissements doivent dégager des ressources, afin d'assurer les amortissements futurs, dans un contexte tarifaire et réglementaire incertain. Aussi, les travaux sur l'optimisation des organigrammes, les mutualisations de fonctionnement, les adaptations organisationnelles et le pilotage financier se sont poursuivis.

OBJECTIFS 2018

Négocier le CPOM afin d'intégrer les évolutions souhaitées

Finaliser l'évaluation interne croisée, source de progrès

Finaliser les projets de restructuration avec un accompagnement ARS

Améliorer le pilotage médico-économique du secteur pour garantir l'équilibre des comptes



DIRECTRICE D'ÉTABLISSEMENT

Sabine BOUSQUEL

DIRECTRICE D'ACTIVITÉ

Karine FERCHICHI

ADRESSE

Chemin des Hautes Ginestières
06270 VILLENEUVE-LOUBET

TÉLÉPHONE

04.92.02.53.00

E-MAIL

institut.henriwallon.pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

IME HENRI WALLON VILLENEUVE-LOUBET



2017 EN CHIFFRES

43 lits

13 places

5 CAFS

35 SESSAD

7 060 journées
Internat et CAFS

2 502 journées
Semi Internat

4 236 interventions
SESSAD

101,41 nombre ETP
CDI CDD

5.199.807 € chiffre
d'affaires d'activité

210 jours d'ouverture

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Ouvert depuis 1968, l'Institut Henri Wallon est un établissement médico-social soumis au décret modifié n° 56-284 du 9 mars 1956 et à la loi n° 202-2 du 2 janvier 2002. Cette structure a pour mission d'accueillir des enfants et des jeunes en situation de handicap de l'ordre de la déficience intellectuelle avec ou sans troubles associés, ainsi que des enfants présentant des troubles du comportement.

Il regroupe 4 services : l'Institut Médico-Educatif (IME), le Service d'Education Spécialisée et de Soins A Domicile (SESSAD), le Centre d'Accueil Familial Spécialisé (CAFS) et une antenne de l'Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique (ITEP) de Vence. L'établissement a pour mission d'accueillir des enfants et des jeunes présentant des troubles psychotiques, des troubles de la personnalité, des troubles graves de la communication avec ou sans déficience intellectuelle associée, dont les âges varient selon une répartition agréée de 4 à 20 ans.





TEMPS FORTS 2017

L'élaboration et la rédaction des projets de services se sont appuyées sur une démarche participative impliquant les salariés, les personnes accueillies et les familles. Le bilan réalisé des précédentes périodes a permis de réaffirmer les principes de travail garantissant la qualité de l'accompagnement proposé aux enfants et aux jeunes accueillis. Cette démarche permet de réajuster les moyens et les outils, qui répondront à l'évolution des enfants et des jeunes ainsi qu'à celle du contexte sociétal et légal.

Les événements récréatifs et festifs organisés pendant l'année contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des personnes accueillies au sein de l'établissement. Ces moments d'échanges et de convivialité sont autant d'occasions de favoriser les relations sociales, de valoriser les capacités des enfants et des jeunes, mais aussi de créer un lien social fort entre les professionnels de l'établissement.

Afin de diversifier les prestations et les supports thérapeutiques, l'établissement développe des partenariats avec des associations sportives, culturelles et artistiques. Ainsi, un partenariat significatif avec l'OGC Nice a permis à des enfants de s'entraîner avec de futurs professionnels et à ces derniers de visiter l'établissement dans le cadre d'un événement convivial.

Le nouveau dispositif d'accueil au sein de l'unité d'enseignement vise à améliorer la qualité de l'accompagnement et favoriser la collaboration entre les pôles éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques. La présence d'un éducateur permet d'assurer une veille et d'intervenir en cas de besoin, afin d'apporter l'espace tiers à l'enfant.

PERSPECTIVES 2018

La réalisation d'un pré-projet architectural visant à définir les besoins et les contraintes adaptés aux besoins des personnes accueillies est l'axe prioritaire de l'année 2018. Ce projet devra s'inscrire dans les engagements du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens, renégocié en 2018.

Dans l'attente de l'aboutissement du projet architectural, la création d'un lieu calme et l'acquisition d'une unité SNOEZELLEN est envisagée. Cette pratique est toute indiquée pour rendre l'enfant confiant et favoriser la communication non verbale ou verbale à travers les jeux sensoriels.

L'aménagement d'un lieu de convivialité afin de favoriser les interactions entre les personnes accueillies est également prévu pour la rentrée scolaire de septembre 2018. Ce lieu pourra ainsi être utilisé dans le cadre d'événements festifs institutionnels au bénéfice des jeunes : anniversaires, soirées à thème...

Des enfants et des jeunes de l'établissement font partie du groupe de travail chargé de définir et mettre en œuvre ce projet.

L'établissement souhaite diversifier son offre de soins en proposant des médiations thérapeutiques innovantes adaptées aux besoins des enfants et des jeunes laissant entrevoir une certaine souffrance psychique notamment avec la médiation thérapeutique animale.



DIRECTRICE D'ÉTABLISSEMENT

Florence CAMIA

DIRECTEUR D'ACTIVITÉ

Yoann KRAWCZYK

ADRESSE

1028 chemin de Vosgelade
06140 VENCE

TÉLÉPHONE

04.93.58.49.00

E-MAIL

vos.itp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

ITEP VOSGELEADE VENCE

2017 EN CHIFFRES

78 lits

20 places

15 SESSAD
préprofessionnel

Pour les 3 sites :

11 801 journées
hébergement
thérapeutique

3 212 journées
accueil de jour

232 journées SESSAD
préprofessionnel

67,18 nombre ETP
CDI CDD

5.157.163 € chiffre
d'affaires d'activité

210 jours d'ouverture

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Le Dispositif ITEP Vosgelade s'organise autour de 3 sites géographiques, le site principal de Vosgelade sur Vence et deux antennes situées respectivement sur Villeneuve-Loubet et La Gaude.

Cette transversalité permet de diversifier l'offre d'accompagnement et de proposer des prestations de services complémentaires et adaptées à l'évolution des besoins de la population accueillie, en développant la notion de parcours au sein des services.

Sa capacité d'accueil positionne le dispositif ITEP Vosgelade comme le plus important opérateur de services ITEP des Alpes-Maritimes, toutes modalités de prises en charge confondues.

L'ITEP Vosgelade accueille ainsi sur les 3 sites, des enfants et adolescents âgés de 6 à 20 ans, qui présentent des difficultés psychologiques dont l'expression perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages.

La mission centrale de l'ITEP est d'amener ces usagers à un travail d'élaboration psychique, en accompagnant leur développement singulier au moyen d'une intervention interdisciplinaire prenant en compte la nature des troubles psychologiques et leur dynamique évolutive. Cette prise en charge globale et individualisée s'articule autour du Projet Personnalisé d'Accompagnement (PPA) élaboré avec la personne accueillie et son représentant légal, mais aussi l'ensemble des partenaires nécessaires à sa mise en œuvre évolutive.



TEMPS FORTS 2017

Les travaux de restructuration architecturale se sont achevés en **février 2017**. Ce projet immobilier de 10 115 529 € a permis d'offrir aux jeunes pris en charge des lieux adaptés et sécurisés. Cette rénovation a principalement concerné l'espace de scolarisation et le Sessad Préprofessionnel ouvert en **septembre 2017**.

Les équipes interdisciplinaires ont continué à se mobiliser pour permettre la mise en œuvre des Projets Personnalisés d'Accompagnements (PPA). Pour cela, ont été proposées des modalités d'accompagnement souples et adaptées aux besoins de chacun, comme le prévoit le dispositif intégré ITEP (internat, semi-internat et leurs modulations).

Le nombre d'inclusions scolaires en établissements « hors mur » est toujours conséquent : 19 jeunes au total dans 7 établissements scolaires différents. Le partenariat dans le cadre du projet « Toukoleur », initié en 2016, a continué et a été valorisé par l'inspecteur de l'Éducation Nationale ASH dans une communication départementale en fin d'année scolaire.

Les ateliers de découverte des métiers ont pris un nouvel élan grâce à leur déménagement dans les locaux restructurés. La préparation des jeunes dans ces temps d'accompagnements a permis un nombre de stages en immersion professionnelle important : 49 mises en stage pour 19 jeunes au total et 2 contrats d'apprentissage.

Dans le cadre de la politique qualité et bientraitance, plusieurs actions ont été entreprises durant l'année 2017, en concertation avec les usagers et les représentants légaux :

- L'écriture des projets de pôles,
- la rédaction d'un nouveau règlement de fonctionnement validé par les représentants des usagers et de leurs familles, élus au CVS,
- l'évaluation des processus de prise en charge dans le cadre de la mise en place du système de management par processus,
- l'amélioration du traitement des événements indésirables.

PERSPECTIVES 2018

Durant l'année 2018, les actions conduites en 2017 seront poursuivies et de nouvelles actions seront initiées telles que :

- l'évaluation et la réécriture des documents obligatoires de la loi 2002-2, notamment le livret d'accueil, au regard des capacités des personnes accueillies,
- la signature des conventions cadres pour un fonctionnement en dispositif ITEP intégré avec nos différents partenaires, conformément au décret d'application du 24 avril 2017,
- la mise en œuvre de l'évaluation interne croisée,
- le déploiement de la commission parcours au sein des différents sites UGECAM maralpains pour l'ensemble des ITEP du département,
- la participation active au groupe de travail de l'Association des ITEP et de leur réseau (Aire) préparant les journées de formation et d'études de l'Aire de juin 2018, qui se dérouleront à Nice,
- la négociation du nouveau CPOM qui prévoit le déploiement de modalités de prises en charge innovantes dans le cadre du dispositif ITEP et de l'intégration en milieu ordinaire.



DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT

Bernard GIRY

DIRECTEUR D'ACTIVITÉ

Ahmed BEN BRAHIM

MÉDECIN COORDONNATEUR

Docteur Frédéric RIGLER

ADRESSE

Route de Saint-Laurent du Var
Le Plan du Bois
06610 LA GAUDE

TÉLÉPHONE

04.92.11.25.00

E-MAIL : gde.crp.nice.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

SITE MÉDICO-SOCIAL LE COTEAU LA GAUDE



2017 EN CHIFFRES

104 places reclassement professionnel, dont 14 remobilisation, remise à niveau

16 places UEROS

6 places Pré-Orientation

18 807 journées reclassement professionnel

3 135 journées UEROS

1 153 journées Pré-Orientation

2 819 journées SIPFP en IME

2 622 journées SIPFP en ITEP

68 nombre ETP CDI CDD

4.495.589 € chiffre d'affaires d'activité

219 jours d'ouverture

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Le site médico-social « Le Coteau » est une structure créée par arrêté préfectoral du 4 mai 2000. Il accueille des personnes adressées par la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Alpes-Maritimes (MDPH), dans le cadre de plusieurs services et prestations :

- le reclassement professionnel dispense des formations qualifiantes ainsi que des prestations de remobilisation et de remise à niveau, sans visée qualifiante,
- la pré-orientation accompagne des usagers dans l'élaboration de leur projet professionnel,
- l'UEROS propose des activités d'évaluation et de réentraînement à des personnes cérébro-lésées,
- la Section d'initiation et de Première Formation Professionnelle pour les antennes IME et ITEP,
- le SARI : Service d'Accompagnement au Reclassement et à l'Insertion est un service d'insertion en charge d'initier et de suivre l'insertion sociale et professionnelle des usagers.

La particularité de ces services regroupés autour des actions d'évaluation, formation, insertion professionnelle, relève d'une complémentarité de dynamique plus que de fonctionnalité directe. En effet, les missions de reclassement professionnel, de pré-orientation, de prise en charge de personnes cérébro-lésées (Unité d'Évaluation, de Réentraînement et d'Orientation Sociale et/ou professionnelle), de prise en charge des jeunes gens relevant de déficience intellectuelle (Institut Médico-Educatif) ou de troubles de comportement (Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique) n'ont pas, a priori et de façon permanente et quotidienne, à œuvrer ensemble. Toutefois, cette cohabitation volontariste produit des effets dynamiques et mobilisateurs aux répercussions extrêmement positives.

TEMPS FORTS 2017

Projet citoyenneté avec les adolescents et jeunes adultes de la SIPFP

La loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées déclare dans son article 2 que « *toute personne handicapée a droit à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale, qui lui garantit, en vertu de cette obligation, l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens ainsi que le plein exercice de sa citoyenneté* ».

Il nous est rapidement apparu qu'une prestation autour de la citoyenneté devait consister à aider nos usagers à connaître et à accéder à leurs droits. C'est ainsi qu'un projet autour de la « citoyenneté » a été mis en place.

Concrètement, il s'agit d'abord d'informer les usagers quant à leur rôle de citoyen au sein de la cité. Pour cela, a été réalisé le recensement des jeunes qui n'avaient pas effectué les démarches de recensement à 16 ans. Ainsi, chaque jeune a été accompagné dans cette démarche.

Parallèlement, un travail a été effectué pour transmettre les savoirs concernant les droits du citoyen : droit de vote, inscription sur les listes électorales,.... mais aussi le rôle des différentes administrations.

Ensuite, des visites concrètes de diverses administrations ont permis aux jeunes de comprendre par la mise en situation, comment effectuer certaines démarches administratives à la Mairie, à la CPAM, à la CAF... Cette démarche a été valorisée par la Mairie de La Gaude.

Mise en place d'une nouvelle prise en charge au reclassement professionnel : la remise à niveau

Dans la continuité de ces missions, le reclassement professionnel s'est enrichi d'une nouvelle offre de formation, la remise à niveau.

La remise à niveau généraliste répond à une demande de la MDPH tout autant que du constat de l'établissement. Elle permet aux personnes orientées vers ce dispositif, de développer ou de réactiver un socle de compétences de base nécessaires, en vue de favoriser une entrée en formation de niveau IV ou V, ou de permettre un retour direct à l'emploi.

Après orientation de la MDPH, la remise à niveau répond aux besoins individuels de chaque usager dont le projet nécessite l'acquisition ou la mise à jour des capacités de raisonnement et de compréhension de consignes ainsi que de compétences socles liées aux domaines généraux (connaissances en français, mathématiques, communication et outils bureautique).

La remise à niveau contribue, parallèlement à l'acquisition de ces compétences, au développement de l'autonomie, des facultés d'organisation, d'adaptation et de la capacité à travailler les apprentissages en équipe.

Les publics concernés sont :

- les personnes orientées vers une formation qualifiante de niveau IV ou V ne disposant pas des prérequis scolaires demandés pour suivre aisément un tel parcours,
- les personnes dont le manque de notions fondamentales de grammaire, d'orthographe, de mathématiques, de logique, de communication, de compréhension de consignes, ou encore de certains outils bureautiques est une entrave à un accès direct à l'emploi, par exemple : une personne souhaitant occuper un poste de manutentionnaire nécessitant des notions de bureautique.



PERSPECTIVES 2018

Le reclassement professionnel s'adapte régulièrement aux besoins des usagers en termes de prestations proposées. Les formations et leur organisation visent à permettre des parcours de plus en plus adaptés tant aux capacités des personnes qu'aux besoins des entreprises. Une évolution du dispositif de formation vise à réduire au minimum les délais d'admission par la mise en œuvre au plus près du type « entrée-sortie » permanente.

Le décret du 27/12/2016 n°2016-1899 reconnaît et permet la mise en place du dispositif « d'emploi accompagné ». Un projet de ce type sera présenté à l'ARS pour une proposition d'intervention sur le département des Alpes-Maritimes.



DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT

Michel BOLLA

DIRECTRICE D'ACTIVITÉ

Huguette BARACCO

DIRECTRICE DES SOINS

Magali GOTTA

MÉDECIN COORDONNATEUR

Docteur Antoine ALAMEDA

ADRESSE

Etablissements médico sociaux du Var
UGECAM PACA et Corse
759 chemin de Camp Bourjas
83610 Collobrières

E-MAIL : col.grp-contact-dir83.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

TÉLÉPHONE

04.94.13.55.00

ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX DU VAR



2017 EN CHIFFRES

102 places autorisées

116 personnes accueillies en
file active

IME Jean Itard :

94.57 nombre ETP CDI CDD

EEAP Jean Itard :

38.33 nombre ETP CDI CDD

365 jours d'ouverture



PÔLE HÉBERGEMENT

IME

INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF ET ÉTABLISSEMENT POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS POLYHANDICAPÉS

- IME Jean Itard - 759 Chemin de Camp Bourjas 83610 COLLOBRIERES,
- EEAP Jean Itard - 759 Chemin de Camp Bourjas 83610 COLLOBRIERES.

Missions

- L'IME Jean ITARD accueille des enfants et adolescents déficients intellectuels nécessitant principalement une éducation spécialisée qui prend en compte les aspects psychologiques et psychopathologiques ainsi que le recours, autant que de besoin, à des techniques de rééducation, notamment orthophonie, kinésithérapie, psychomotricité. Il accueille également ces enfants ou adolescents lorsque leur déficience intellectuelle s'accompagne de troubles associés de toutes origines.
- L'EEAP Jean ITARD accueille des enfants et adolescents présentant un polyhandicap avec des déficiences intellectuelles accompagnées ou non de troubles de la personnalité et/ou du comportement ainsi qu'un retard cognitif.



Etablissement pour Enfants et Adolescents Polyhandicapés



Remise prix labélisation livret accueil "Les Lutins" IME



MAS

MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE ET FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ

- MAS « Les Collines » / 759 Chemin de Camp Bourjas 83610 COLLOBRIÈRES,
- FAM « Les Châtaigniers » / 759 Chemin de Camp Bourjas 83610 COLLOBRIÈRES,
- MAS « La Source » Grand Rue 83790 PIGNANS.

Missions

Les MAS et le FAM accueillent des personnes handicapées adultes nécessitant une surveillance médicale et des soins constants. Ces établissements leur apportent non seulement une réponse aux besoins de la vie courante (hébergement, nourriture...) mais aussi l'assistance qu'appelle leur absence d'autonomie.



Maison d'Accueil Spécialisée

2017 EN CHIFFRES

127 places autorisées

133 personnes accueillies
en file active

MAS Les Collines :

76.84 nombre ETP CDI CDD

FAM Les Châtaigniers :

23.93 nombre ETP CDI CDD

MAS La Source :

48.41 nombre ETP CDI CDD

PÔLE ACCUEIL DE JOUR

SEES

SECTION D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

- « Les Farfadets » 235 Avenue Pierre et Marie Curie Val Espace – Bât 1 - 83160 LA VALETTE,
- « Le Cigalon » 2 Ter Rue des Casernes - 83170 BRIGNOLES,
- « La Bastide » 574 Chemin de Radasse - 83310 COGOLIN.

Missions

Les SEES assurent les apprentissages scolaires, le développement de la personnalité et la socialisation des enfants. Elles prennent en charge l'enfant ou l'adolescent dans sa globalité et leur assurent, en liaison avec la famille, une éducation et un enseignement adaptés, alors qu'ils ne peuvent momentanément ou durablement être pris en charge par des SESSAD. Une part de ces actions fait appel à des collaborations avec des établissements scolaires. Elles assurent les apprentissages spécifiques dans les domaines de la perception et de la communication et les apprentissages scolaires, selon les programmes de l'Éducation Nationale et compte tenu d'une progression adaptée.



SEES Les "Farfadets"

2017 EN CHIFFRES

36 places autorisées

43 personnes accueillies
en file active

SEES Les Farfadets :

5.41 nombre ETP CDI CDD

SEES Le Cigalon :

4.96 nombre ETP CDI CDD

SEES La Bastide :

5.23 nombre ETP CDI CDD

210 jours d'ouverture



Construction d'un toit pour le puit

2017 EN CHIFFRES

38 places autorisées
54 personnes accompagnées
 en file active
5.29 nombre ETP CDI CDD
 Les Farfadets
4.95 nombre ETP CDI CDD
 La Bastide
5.13 nombre ETP CDI CDD
 Les Piérides
210 jours d'ouverture

2017 EN CHIFFRES

150 places autorisées
655 personnes accompagnées
 en file active
6.73 nombre ETP CDI CDD
 Toulon
3.57 nombre ETP CDI CDD
 Saint-Raphaël
5.72 nombre ETP CDI CDD
 Brignoles
210 jours d'ouverture



Élection Conseil de la Vie Sociale (CVS)

SESSAD

SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE

- « La Bastide » 574 Chemin de Radasse - 83310 COGOLIN,
- « Les Piérides » 235 Avenue Pierre et Marie Curie Val Espace – Bât 1 - 83160 LA VALETTE

Missions

Ces services assurent le plus précocement possible, un diagnostic des difficultés, de la déficience, des handicaps, conduisent des rééducations précoces par des actions éducatives, thérapeutiques et pédagogiques, assurent un accompagnement des familles (soutien sur le plan psychologique, social et scolaire) et organisent des actions de prévention. Ces interventions s'accomplissent dans les différents lieux de vie et d'activité de l'enfant ou adolescent (domicile, centre aéré, école, etc.) et dans les locaux du service. Les SESSAD œuvrent en liaison étroite avec le secteur de la psychiatrie infanto-juvénile, la protection maternelle et infantile, les centres d'actions médico-sociales précoces et les centres médico-psychopédagogiques.

PÔLE AMBULATOIRE ET DIAGNOSTIQUE

CAMSP

CENTRE D'ACTION MÉDICO-SOCIALE PRÉCOCE

- ZUP La Rode – Le Toucan 2 - 224, rue Emile Olivier - 83000 Toulon (1 antenne à HYERES),
- Z.A. Les Genêts – Lot 25 - Boulevard Jean Moulin - 83700 SAINT-RAPHAEL (3 antennes à CAVALAIRE, LA CROIX VALMER, SAINT-TROPEZ),
- 12 Boulevard Saint Louis - 83170 BRIGNOLES (1 antenne à SAINT-MAXIMIN),

Missions

Ces services ont pour objet le dépistage, le diagnostic précoce et la rééducation des enfants du premier et du deuxième âge (0 à 6 ans), qui présentent des déficits sensoriels, moteurs ou mentaux, en vue d'une adaptation sociale et éducative dans leur milieu naturel et avec la participation de celui-ci.

Ils exercent des actions préventives et assurent également, soit au cours des consultations, soit à domicile, une guidance familiale dans les soins et l'éducation spécialisée requis par l'enfant.

Les CAMSP de Toulon et Brignoles ont développé et diversifié leur plateau technique. Celui de Toulon a ouvert une nouvelle antenne pour l'accompagnement au plus près des besoins, sur la commune de Hyères. De nouveaux partenariats ont pu être mis en place avec les professionnels libéraux, afin de compléter l'accompagnement proposé aux enfants et à leur famille. La volonté de la Direction de former les professionnels sur le diagnostic et l'accompagnement des enfants porteurs de TSA a été poursuivie.

PÔLE DE COMPÉTENCES ET DE PRESTATIONS EXTERNALISÉES

PCPE

PCPE Jean ITARD 759 Chemin de Camp Bourjas 83610 Collobrières

Missions

Ce service expérimental départemental est habilité à accompagner des enfants, jeunes adultes et adultes en situation de handicap vivant à domicile, au domicile de tiers, ou, pour les enfants et les jeunes qu'ils soient domiciliés au sein d'une structure ou d'une famille d'accueil bénéficiant d'une notification MDPH. Ce service innovant a pour mission de rendre le parcours des personnes accompagnées plus fluide et de prévenir toutes ruptures de prise en charge.

En ce but, il favorise la coordination des acteurs institutionnels, des professionnels libéraux et/ou des prestataires de service et intervenants à domicile, principalement auprès des personnes dites « en situation critique ».

2017 EN CHIFFRES

16 personnes accueillies
en file active

3.50 nombre ETP CDI CDD

365 jours d'ouverture



CHIFFRE D'AFFAIRES D'ACTIVITÉ GLOBAL :

23.763.827 euros

TEMPS FORTS 2017

• Référent Autisme

La création, fin 2016, d'un comité de pilotage départemental et la désignation, en 2017, d'un référent Autisme pour les établissements du Var a permis de recenser 23% de personnes accueillies porteuses de TSA au sein du pôle hébergement et de l'accueil de jour (évaluation réalisée par le référent, en lien avec les équipes pluridisciplinaires, à l'aide d'une grille inspirée de la DSM).

L'inventaire des moyens mis à la disposition des professionnels pour accompagner ces personnes a également été réalisé. Ce travail a permis d'acquérir du matériel adapté (logiciels de communication, outils, tests), mais aussi de définir une politique de formation visant à développer la connaissance des professionnels sur le diagnostic précoce ainsi que sur les stratégies d'accompagnement. Cette politique a été reconnue par l'ARS qui a attribué des crédits pour permettre à ces services de performer leur démarche.

Un plan d'action a été formalisé dès 2018 pour offrir aux personnes accueillies souffrant de TSA, un accompagnement spécifique, sécurisé, bienveillant et positif, favorisant l'émergence des compétences et leur permettant de développer des relations harmonieuses avec les autres pour se sentir socialement adaptées.

• Commission de coordination des parcours

Ce service créé en 2017 étudie les dossiers de candidature et accompagne les usagers dans leur projet de vie à la sortie des Etablissements.

La commission s'est réunie 23 fois cette année et a permis d'étudier 25 dossiers de candidature pour les SESSAD, 17 pour les SEES et 63 pour le pôle hébergement.

Il est à noter la forte demande d'accueil temporaire en MAS dédiée à l'aide aux aidants, correspondant aux besoins des familles en difficulté ponctuelle au domicile.

L'étude de ces dossiers permet à la Commission d'identifier les besoins du candidat, de vérifier l'adéquation de l'offre de l'établissement ou du service, la complétude du dossier et de rendre une décision qui sera transmise au demandeur. Cette démarche permet de fluidifier les parcours et anticipe un fonctionnement en dispositif.

Elle a prononcé 37 admissions (11 : externat / 8 : semi internat / 18 : pôle hébergement), et 37 départs (11 : externat / 8 : semi internat / 18 : pôle hébergement), a assuré les accompagnements des personnes sortantes et les transferts de celles accueillies en accueil temporaire en MAS.

• Unité d'enseignement

L'Unité d'Enseignement a pour mission de dispenser un enseignement général permettant d'associer les apprentissages scolaires et le développement de l'autonomie et de la socialisation, mais aussi pour les adolescents et jeunes adultes, un enseignement professionnel intégrant l'initiation et la première formation professionnelle.

Elle compte 94 élèves sur les 139 personnes accueillies (dont 97 en âge d'être scolarisées) pris en charge par 8 professeurs des écoles (dont 2 à 0.50 ETP) supervisés par une coordinatrice pédagogique.

En 2017, 3 élèves ont obtenu le Certificat de Formation Générale et 6 l'Attestation Scolaire de Sécurité Routière de Niveau 2.

Afin de répondre aux lois du 11 février 2005 (loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées) et du 8 juillet 2013 (la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République), les établissements médico-sociaux du Var ont mis en place plusieurs dispositifs d'externalisation des classes. A ce jour, 4 classes sont externalisées : une classe sur le lycée professionnel Golf Hôtel de Hyères, une sur l'école primaire Jean Giono de Brignoles, une sur l'école primaire Dr Varennes à Collobrières, une sur l'école primaire Chabaud à Cogolin. En 2018, 2 nouvelles classes seront externalisées, l'une au collège Le Fenouillet à La Crau (complétant le dispositif école / collège / lycée) et l'autre à La Valette du Var.



● RRI / CSRI & PROPIAS (Programme National d'Action de Prévention des Infections Associées aux Soins)

La Direction de l'Établissement, afin de répondre aux recommandations du Ministère, a positionné un Référent du Risque Infectieux afin de réaliser l'évaluation du risque infectieux en établissement médico-social. En renseignant le référentiel « Propias », les structures varoises disposent désormais d'un « état des lieux » de l'existant et prochainement valideront un plan d'action d'amélioration.

Il est cependant intéressant de relever que les résultats obtenus en 2013 correspondaient à 48.7 % des objectifs atteints, contre 72.2 % cette année. Un grand travail des services techniques et logistiques ont permis cette amélioration.

Une information, sensibilisation sur la campagne vaccinale saisonnière et sur le nécessaire lavage des mains, a été diffusée auprès des usagers et professionnels.

Une affiche sur l'entretien des locaux et matériels a été distribuée dans tous les services. Cet outil permet de visualiser les divers produits préconisés pour l'entretien, leurs modes d'utilisation, leurs fréquences, pour quel type de matériel et par quel professionnel.

Le Comité de Suivi du Risque Infectieux a tenu sa première réunion en mai 2017. Des points réguliers ont été faits lors des séances de Comité de Pilotage de la Qualité (avancement de l'auto-évaluation, atteinte des résultats, transmissions du référentiel aux services concernés, élaboration des objectifs 2018, 16 FEI « hygiène »....).

L'accent en 2018 devra être mis sur la réalisation de procédures sur le thème des « soins », la contractualisation d'un partenariat avec le CPIAS (ex CCLIN), et la mise en place une Equipe Opérationnelle d'Hygiène, qui pourra accompagner tous les services de l'institution.

PERSPECTIVES 2018

Les établissements médico-sociaux du Var sont à la fois soumis à des modifications organisationnelles et impactés par leur environnement. Deux nouveaux dispositifs, « une réponse accompagnée pour tous » (issu du Décret n° 2017-137 du 7 février 2017) et l'introduction de nouvelles modalités de tarification avec SERAFIN PH, fixent les conditions de nouveaux droits pour les personnes en situation de handicap. Ils modifient en profondeur les méthodes actuelles de prises en charge pour se tourner vers un accompagnement des usagers plus respectueux de leurs droits, en évitant les ruptures de parcours tout au long de leur vie.

Ces évolutions font d'ores et déjà l'objet de travaux pluridisciplinaires préparatoires au sein des établissements médico-sociaux du Var. Les orientations retenues pour 2018 sont notamment :

- De développer des modalités d'accueils souples et diversifiées. (accueil temporaire, de jour, transitoire...),
- d'étendre les prestations de proximité (organisation de plateforme de service, création d'antenne notamment sur Hyères),
- d'accroître les interventions hors les murs (école, domicile, ...),
- d'aider les usagers à accéder au droit commun (soins, école, emploi, hébergement),
- de fluidifier les parcours au sein d'une prise en charge.

Les principales actions, initiées en 2017, seront poursuivies :

- La reconstruction sur le site de Collobrières, des locaux de la MAS les Collines. Cette nouvelle construction, d'une superficie de 4000m², offrira un lieu d'hébergement plus respectueux des besoins des 90 adultes en situation de handicap,
- la réalisation de l'évaluation interne croisée des services, afin de vérifier la conformité des services et d'évaluer la qualité des prestations,
- l'évaluation des pratiques professionnelles au travers de la démarche « Bientraitance » coordonnée par le référent « bientraitance ».
- la mise en œuvre des actions en faveur des enfants et des adultes porteurs de troubles autistiques,
- l'externalisation de 2 classes.





DIRECTEUR

Julie VANRIET-MARGUERON

ADRESSE

2, avenue Georges Pompidou
05100 BRIANÇON

TÉLÉPHONE

04.92.22.21.50

E-MAIL : centre.coordination.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

CENTRE DE COORDINATION RHÔNE-AZUR BRIANÇON



2017 EN CHIFFRES

30 places

Pré-Orientation

10 places UEROS

6 435 journées

Pré-Orientation

1 636 journées UEROS

129 Stagiaires Pré-Orientation

19 Stagiaires UEROS

21 nombre ETP

CDI CDD

2.342.792 € chiffre
d'affaires d'activité

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SES MISSIONS

Le Centre de Coordination poursuit sa mission d'établissement médico-social au service des Travailleurs Handicapés grâce au fonctionnement de ses deux unités : la Pré-orientation et l'UEROS (Unité d'Évaluation, de Réentraînement et d'Orientation Sociale et/ou Professionnelle pour traumatisés crâniens et cérébro-lésés).

Dans le cadre d'actions conjoncturelles de droit commun, il propose ses compétences dans les secteurs de l'Orientation, de la Formation, de l'Insertion et de l'Accompagnement à l'Emploi pour un public de demandeurs d'emploi.



TEMPS FORTS 2017

L'accueil des stagiaires : un partenariat renforcé avec la CCI des Hautes-Alpes

En vue d'améliorer les conditions d'accueil de ses stagiaires, le Centre de Coordination a recherché une solution pour un hébergement unique.

Aujourd'hui, l'ensemble des stagiaires est hébergé sur le site du CRET, en centre-ville afin de favoriser leur socialisation.

PERSPECTIVES 2018

Le projet architectural

Le Centre de Coordination envisage sa relocalisation. Différents projets, en adéquation avec les besoins et les montants financiers disponibles, sont en cours d'étude.

Si comme l'UGECAM PACA-Corse et la ville de Briançon le souhaitent fortement, ce projet de réimplantation se concrétise, le déménagement serait programmé à l'horizon 2019-2020.

L'évaluation interne

L'évaluation interne croisée a débuté en septembre 2017. L'objectif de ce travail collaboratif est d'évaluer l'ensemble du dispositif de prise en charge de l'établissement du Centre de Coordination et d'identifier des propositions d'actions, pour les axes prioritaires de progrès.

Dans ce cadre, différents groupes thématiques se sont constitués avec les professionnels de l'accompagnement pour travailler ensemble sur deux référentiels d'évaluation (pré orientation, UEROS) comprenant 4 axes :

- garantie des droits et participation des usagers,
- protection, gestion et prévention des risques,
- personnalisation de l'accompagnement,
- promotion de l'autonomie et qualité de la vie des usagers.

Après ce travail sur les référentiels, une visite sur site aura lieu en mars 2018 par les évaluateurs d'un autre établissement UGECAM (accueillant aussi des stagiaires pré Orientation et UEROS).

La démarche qualité

Le macro-processus médico-social comprend 8 processus dont le pré-accueil/accueil, l'admission, le bilan initial, l'évaluation, du projet personnalisé, la mise en œuvre du PPA, sortie, suivi après sortie, facturation.

Des groupes de travail ont été constitué autour de ces 8 processus.

Le Centre de Coordination s'est engagé depuis plusieurs années dans une démarche qualité. Dans ce cadre, les principes directeurs du Système de Management par Processus ont été élaborés, afin de guider et d'harmoniser l'ensemble de la démarche.





Partie 4 ●●●●●

MAÎTRISE DES RISQUES

MAÎTRISE DES RISQUES

P.48

COORDINATION MÉDICALE

P.49

INFORMATION MÉDICALE

P.50

BIOMÉDICAL

P.51

QUALITÉ ET GESTION DES RISQUES

P.52

Une politique de maîtrise des risques et d'amélioration continue s'appuie sur une organisation, des procédures et des contrôles. Cette démarche est placée sous la responsabilité du Directeur Général, mais également de l'Agent Comptable pour les éléments financiers. Ces dispositifs mobilisent l'ensemble du personnel et visent à donner une assurance raisonnable quant à la conformité aux normes en vigueur, la fiabilité de l'information et la sûreté des produits et services.

RESPONSABLE

Docteur Pierre-Jean BENEZET

E-MAIL : pierre.benezet@ugecam.assurance-maladie.fr

COORDINATION MÉDICALE


MISSIONS

- Assurer le suivi et la coordination des divers projets médicaux d'établissements
- Favoriser la constitution de réseaux de soins
- Contribuer à l'organisation des activités médicales
- Assurer le relais entre les objectifs nationaux et régionaux et les diverses CME
- Sensibiliser les CME aux enjeux médico-économiques (PMSI) et préparer les établissements à la Dotation Modulée à l'Activité (DMA).

TEMPS FORTS 2017

Participation ponctuelle aux réunions des Commissions Médicales d'Etablissement des établissements sanitaires à la demande des commissions et pour la présentation des résultats du PMSI en cours d'année (CRF Valmante, CHM Vallauris, CM Rhône Azur).

Suivi du partenariat avec des institutions (Faculté de Médecine, Assistance Publique Hôpitaux de Marseille).

Cette activité se concrétise lors de la participation aux instances de l'organisme : le Conseil, les Commissions d'établissements sanitaires et médicosociaux, le Comité stratégique des directeurs, le Comité de direction régional (CODIREG), le Comité de pilotage du contrôle interne, le CODIR sanitaire régional, Codir achats marchés publics.

PERSPECTIVES 2018

- Coordonner les projets des établissements.
- Participer (jury) au recrutement des médecins de l'UGECAM PACA et Corse.
- Participation aux instances de l'organisme : conseil, commissions d'établissements, comités stratégiques des directeurs, pôle sanitaire régional, CODIREG, CODIR Achats marchés publics.
- Liaison avec les organismes de tutelle et les partenaires : ARS, APHM.
- Participation aux projets proposés par le groupe national UGECAM : préparation à la DMA ; groupe de travail sur la valorisation de l'activité d'appareillage des personnes handicapées au sein des établissements du groupe UGECAM.
- Proposer une coordination médicale régionale des médecins coordonnateurs d'établissements.

INFORMATION MÉDICALE



MISSIONS

- Veiller à la qualité du recueil et de la transmission des données PMSI.
- Assurer la synthèse et l'analyse des données PMSI pour la mise en œuvre de la Dotation Modulée à l'Activité (DMA).
- Communiquer ces données aux établissements (Commissions d'établissements), au Conseil et aux tutelles.
- Veiller à la qualité du dossier du patient (mise en œuvre et suivi des indicateurs qualité en SRR : IPAQSS).

TEMPS FORTS 2017

Développer la qualité du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) dans la perspective de la dotation modulée à l'activité (DMA) en Soins de suite et Réadaptation (SSR) :

- Transmission des données mensuelles des 5 établissements sanitaires aux autorités de tutelle.
- Analyse des données de valorisation de l'activité (groupes médico économiques) des établissements sanitaires issues du recueil PMSI de 2006 à 2017. Comparaison à la base nationale et intra UGECAM PACA et Corse.
- Développement de l'Evaluation de la qualité du recueil PMSI des établissements sanitaires (ES) pour en assurer l'exhaustivité et la fiabilité au sein des établissements où s'effectue le recueil de l'activité. C'est le rôle de la régulation médico-économique des établissements et des TIM.
- Suivi de la mise en œuvre du nouveau catalogue de recueil des actes de rééducation et réadaptation (CSARR) pour l'ensemble des établissements sanitaires avec partage d'expérience et pointage des évolutions du catalogue au sein du réseau information médicale lors des réunions du RIM.

La synthèse régionale est réalisée lors des réunions (3 réunions ont été réalisées en 2017) du réseau information médicale (RIM). Notre positionnement est conforté par :

- Actions au niveau des tutelles régionales : telles que la participation aux réunions du Comité technique régional de l'information médicale (COTRIM) comme représentant régional du PMSI-SSR.
- Actions au niveau national : comme expert auprès de l'Agence Technique de l'Information Hospitalière (ATIH) pour la maintenance du catalogue spécialisé des activités de rééducation et réadaptation (CSARR) : participation à 2 réunions en 2017.

Suivi de la mise en œuvre de la Dotation modulée à l'activité (DMA) :

- Participation aux réunions du comité de pilotage du suivi de la DMA (6 réunions).
- Suivi des écarts entre l'activité réalisée et les données groupées avant transmission à l'ATIH.
- Suivi des données sur le plan régional avec les médecins référents de l'information médicale, les responsables médico économiques et les techniciens de l'information médicale.

Analyse des données OVALIDE à M6

Les données du recueil PMSI ont été analysées pour le 1er semestre 2017. Les analyses ont porté sur les résultats des 7 entités sanitaires sur les points suivants : recueil de la dépendance, recueil des activités de Rééducation Réadaptation, exemples de GME (Hémiplégie, Prothèse Totale de Hanche), activité particulière (rééducation à la marche) et niveau de sévérité.

Ces résultats et analyses ont été présentés et discutés au CODIR Sanitaire et aux CME des établissements.

Description du processus codage

Dans le cadre du déploiement du Système de Management par processus, un groupe de travail a été constitué et a proposé une description de la procédure régionale, décrit le processus et commencé la rédaction des modes opératoires utiles à la mise en œuvre de ce processus

PERSPECTIVES 2018

- Organisation d'un réseau information médicale avec les médecins référents de l'information médicale, les responsables médico économiques et les techniciens de l'information médicale.
- Évaluation de la qualité du recueil PMSI (audit ciblé et général).
- Mise en place d'indicateurs de suivi.



BIOMÉDICAL

MISSIONS

Le réseau biomédical régional est garant de la sécurité d'utilisation des dispositifs médicaux dans les établissements sanitaires et médico-sociaux de l'UGECAM Paca et Corse. Il met en œuvre une politique de maintenance préventive et curative, en veillant au respect des normes en vigueur. Il gère les alertes de matériovigilance selon la procédure en vigueur. Il intervient durant toute la durée de vie des équipements, de l'achat, en passant par la mise en service et jusqu'à la réforme, tout en veillant à la bonne utilisation de ceux-ci et en s'assurant de la formation du personnel utilisateur. Le réseau biomédical accompagne les personnels médicaux et paramédicaux dans la définition des besoins et assure une veille technologique permettant de proposer les innovations intéressantes pour la prise en charge des patients.

TEMPS FORTS 2017

Principales réalisations

- Participation aux différentes phases d'achats pour la réalisation du plan d'équipement des établissements.
- Coordination de l'activité de maintenance biomédicale
- Mise en place et suivi des contrats de maintenance préventive et réalisation au besoin de la maintenance curative.
- Mise à jour des inventaires des parcs d'équipements médicaux de chaque établissement et notamment à la suite des déménagements.
- Suite au déménagement du CRF VALMANTE, organisation de l'évacuation de l'ancienne salle de radiologie via un organisme spécialisé dans le recyclage des déchets électroniques médicaux et des sources de rayonnements ionisants.

PERSPECTIVES 2018

- Préparation du budget d'investissement annuel et pluriannuel.
- Renouvellement des marchés de vérification périodique obligatoire pour les dispositifs médicaux de classe 2b et de vérification des IPFNA.
- Préparation des marchés de maintenance curative des dispositifs médicaux.
- Mise en place d'une procédure de gestion des alertes de matériovigilance.



RESPONSABLE RÉGIONALE RÉSEAU

Anne-Marie
LORENZIN-SORRENTINO

E-MAIL : anne-marie.lorenzin@ugecam.assurance-maladie.fr

QUALITÉ ET GESTION DES RISQUES



MISSIONS

Les missions principales de ce réseau sont de mener la démarche qualité et gestion des risques dans les établissements sanitaires et médico-sociaux et contribuer à la préparation à la certification (HAS) des établissements sanitaires et de l'évaluation externe des établissements médico-sociaux. Enfin, le réseau met en œuvre et suit le Système de Management par Processus (SMP)

TEMPS FORTS 2017

- Lancement de la démarche de SMP avec désignation des pilotes de macro processus et de processus et organisation d'un séminaire de présentation de la démarche.
- Finalisation de la cartographie des risques et des structures de pilotage du SMP.
- Accompagnement des pilotes de processus dans le cadre du SMP.
- Accompagnement des Directeurs d'établissement au traitement des FEI.
- Participation au recueil et à l'analyse des indicateurs qualité : IPAQSS et ICALIN. Proposition de mise en œuvre des actions d'amélioration.
- Suivi des procédures de certification (HAS) et d'évaluation interne et externe des établissements médico-sociaux. Accompagnement des équipes pour la visite de certification V 2014 du CHM de Vallauris au deuxième semestre 2017.
- Poursuite du déploiement de l'outil informatique de gestion des risques associés aux soins au niveau des établissements sanitaires (CHM Vallauris, CM Le Cousson, CSSR Le Milord et CRF Valmante) et médico-sociaux (Etablissements du Var et des Alpes maritimes).
- Validation et diffusion des procédures et modes opératoires dans le cadre des travaux du SMP.

PERSPECTIVES 2018

- Finalisation du déploiement et de la mise en œuvre de l'outil informatique de gestion des risques associés aux soins au sein des établissements sanitaires et médicosociaux, en lien avec le service informatique et les directions des établissements.
- Accompagnement des établissements médico-sociaux dans leur évaluation interne en vue de l'évaluation externe prévue en fin d'année 2018.
- Préparation des établissements à la V2014 : CSSR Le Milord et CSSR Le Cousson.
- Poursuite du déploiement du Système de Management par Processus.

2017 EN CHIFFRES

12 macro processus **50** processus

1020 FEI émises sanitaires

732 FEI émises médico-sociales



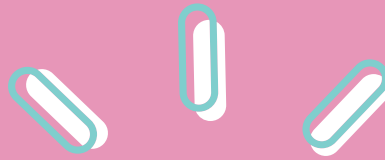


Partie 5 ● ● ● ●

RESSOURCES ET SUPPORTS

RESSOURCES ET ORGANISATION DES FONCTIONS SUPPORTS	p.55
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	p.56
AFFAIRES JURIDIQUES	p.58
PERFORMANCE	p.60
FINANCES ET MAÎTRISE DES RISQUES	p.62
ACHATS ET MARCHÉS PUBLICS	p.64
SYSTÈME D'INFORMATION	p.66
COMMUNICATION	p.68
PATRIMOINE IMMOBILIER ET LOGISTIQUE	p.70

Les établissements ont pour objectif la recherche globale d'efficacité et d'efficience au service des personnes prises en charge. Dans ce cadre, ils sollicitent les services en charge des moyens humains et techniques, afin de réaliser les actes de soins ou de gestion dans les meilleures conditions et la meilleure performance. La plus-value des fonctions supports se matérialise par des prestations de diverses natures, des apports d'expertises, des conseils, d'aide à la décision et de veille réglementaire. Impactés par la Politique de Santé régionale et institutionnelle, ces services d'appui à l'activité doivent globalement améliorer leur prestation tout en maîtrisant leurs coûts de fonctionnement.



RESSOURCES ET ORGANISATION DES FONCTIONS SUPPORTS

Une réorganisation des fonctions support a été initiée en 2014, finalisée en 2015, au regard de l'évolution des contraintes financières, des exigences d'efficience et de qualité.

Cette dernière vise à garantir la continuité des services, la qualité des conditions de travail, l'harmonisation et la diffusion des bonnes pratiques.

Les orientations adoptées ont permis la centralisation par typologie d'activités, la professionnalisation des acteurs et l'extension de la politique qualité à ces domaines. Cette organisation sera revue en 2018 de façon à concentrer les fonctions supports au niveau managérial.

ALPES

Formation professionnelle et gestion des compétences
- Achats - Patrimoine - Informatique
- Contrôle Interne

CÔTE D'AZUR

Gestion budgétaire et ordonnancement
- Achats - Patrimoine - Informatique
- Assurances - Comptabilité - Fournisseurs
- Service Juridique - RH

PROVENCE

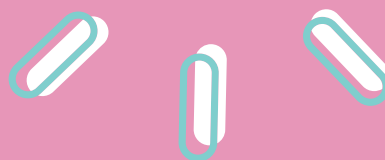
Contrôle de gestion
- Achats - Marchés publics
- Informatique - Comptabilité
- Service Recrutement - Gestion de la trésorerie

VAR

Paye et gestion administrative du personnel
- Achats - Patrimoine - Informatique
- Comptabilité - RH

SIÈGE

Contentieux et recouvrement des créances
- Communication - Performance
- Finances





DIRECTEUR Philippe STELLA

E-MAIL : philippe.stella@ugecam.assurance-maladie.fr

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

MISSIONS

La Direction des Ressources Humaines accompagne l'Activité et les fonctions supports dans l'anticipation des besoins de compétences, les recrutements, la gestion administrative du personnel, les conseils juridiques, la préparation des plans de formation professionnelle et l'organisation des formations.

Elle facilite et accompagne le changement en améliorant la performance organisationnelle. Elle favorise une gestion prévisionnelle des emplois et compétences et conduit le processus de recrutement et d'engagement des collaborateurs.

Elle effectue toutes les opérations liées à la préparation et au versement des salaires et à la gestion des données relatives aux données sociales.

La Direction des Ressources Humaines assure, au travers d'Instructions Générales, élaboration de protocoles d'accords..., le respect des dispositions légales et conventionnelles dans son secteur d'activité.

Elle participe activement au dialogue social.

2017 EN CHIFFRES

Paie et gestion administrative du personnel :

1824 BS / mois nombre moyen de bulletins de salaire traités

52 285 732 € Total rémunération brute versée

31 371 439 € Total cotisations sociales prélevées

1 226 696 € Total intéressement versé

Juridique :

1245 Nombre de contrats de travail CDD établis

208 Nombre d'avenants CDI établis

Recrutement :

226 Nombre de vacances de postes

8 Nombre de volontaires Service Civique accueillis

0 € Pénalité due à l'AGEFIPH

Formation professionnelle :

1208 Nombre de salariés partis, au moins une fois, en formation

19 710 (hors CIF, CVAE, CBIC) Nombre d'heures de formation

Santé et sécurité au travail:

Démarche régionale de prévention **5** réunions avec l'ingénieur CARSAT

Participation à **26** CHSCT et **1** CHSCT extraordinaire

20 réunions harmonisation régionale des DUERP

TEMPS FORTS 2017

La DSN (Janvier 2017)

La DSN, Déclaration Sociale Nominative, mise en place en 2016, a été déployée en phase 3 à compter du 1er Janvier 2017. Le but de cette phase est de déclarer l'ensemble des données sociales, y compris aux caisses de retraite complémentaires, ainsi qu'aux caisses de prévoyance.

L'UGECAM PACA Et CORSE est l'organisme pilote pour l'expérimentation de la Déclaration Sociale Nominative.

Le Système de Management par Processus (Février 2017)

L'UGECAM PACA et CORSE a déployé en 2017 le Système de Management par Processus. Cette démarche a été initiée et structurée par la DGU sur les secteurs sanitaire et médico-social.

Le macro-processus « Gestion des ressources humaines » est décliné en trois processus : Dialogue Social, Emplois et Compétences, Gestion Administrative du Personnel.

La Politique Handicap (avril 2017)

Suite à la convention triennale signée entre le Régime général de la Sécurité Sociale et l'Agefiph, en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap, un référent handicap a été identifié au sein de notre organisme. Le référent handicap régional a pour fonction de piloter la mission handicap sous trois axes : Pilotage, mobilisation et professionnalisation des acteurs - Accompagnement professionnel des salariés en poste - Recrutement, intégration.

Des actions de communication (sensibilisation, renseignements sur la RQTH, semaine européenne de l'emploi des travailleurs handicapés) ont été faites à l'ensemble des salariés de notre organisme.

Protocoles d'Accord

Plusieurs protocoles d'accord ont été signés entre la Direction Générale et les Organisations Syndicales (liste non exhaustive) :

- Protocole d'accord sur le don de jours entre salariés : ce protocole s'applique à l'ensemble des salariés de notre organisme et permet d'effectuer un don de jours de repos, sous réserve de l'accord de l'employeur, à tout salarié de l'organisme ayant un ascendant au 1er degré ou un conjoint atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants,
- Protocole d'accord sur la qualité de vie au travail : ce protocole permet de concilier à la fois l'amélioration des conditions de travail pour les salariés et la performance globale de l'entreprise,

- Protocole d'accord sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : protocole permettant de mettre en place des outils et actions afin d'anticiper l'évolution des métiers ainsi que les besoins en compétences.

Santé et Sécurité au Travail

- Uniformisation des Documents Uniques,
- réalisation des actions inscrites dans la Convention avec la CARSAT (actions de sensibilisation à la prévention, prévention des TMS, prévention des agressions...).

PERSPECTIVES 2018

- Election des Représentants du personnel au Conseil via un vote électronique,
- ALINEA (outil dédié aux Entretiens Annuels d'Evaluation et aux Entretiens Professionnels),
- ALIENORH (outil de GED),
- Organisme pilote dans le dossier « Prélèvement à la source ».





DIRECTRICE Florence SCHALL

E-MAIL

florence.schall@ugecam.assurance-maladie.fr

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET AFFAIRES JURIDIQUES



2017 EN CHIFFRES

Sinistres assurances :

33 flotte automobile

40 dommages aux biens

29 responsabilité civile

62 litiges prud'hom-
maux en cours au
31/12/2017, dont 53
nouveaux dossiers

82 458,86 € montant
recouvrement forcé
des créances, au
31/07/2017

MISSIONS

La DAGAJ est chargée de plusieurs réseaux et missions :

- Achats-Marchés Publics
- Assurances
- Communication
- Contentieux et Affaires juridiques (Recouvrement forcé, affaires prud'homales, contentieux administratif, contentieux général)
- Gestion du Siège
- Système d'Information

Assurances

La mission régionale Assurances, créée en 2015 au sein de la Direction de l'Administration générale et des Affaires Juridiques, concentre son activité autour de la gestion administrative et technique des polices d'assurance et des sinistres pour l'ensemble de la région. La mission gère également les litiges patients en collaboration avec les assurances, les avocats, les experts et les établissements concernés, de la réception de la demande du patient ou de sa famille, à la solution du litige.

Contentieux et affaires juridiques

Recouvrement contentieux des créances

Le service contentieux a pour mission de gérer les conséquences liées à la défaillance de ses interlocuteurs et de mettre en place la procédure de recouvrement adaptée lorsque le recouvrement amiable a préalablement échoué. Les informations recueillies et synthétisées permettent de :



- évaluer régulièrement la qualité et la solvabilité des différents interlocuteurs,
- optimiser les actions de relance en adaptant à chaque niveau les modèles adéquats,
- diminuer les recours juridiques et réduire les délais d'encaissement,
- établir les tableaux d'état des créances contentieuses pour les services financiers de l'Union.

Affaires juridiques

La Direction gère directement les dossiers salariés, de la réception de la saisine du Conseil de Prud'hommes à la Cour de Cassation, en collaboration avec les différents avocats qui représentent l'Union lors des procédures. Elle constitue les dossiers et pièces, les analyse, propose une position juridique et une argumentation, puis travaille en étroite collaboration avec ses conseils pour la défense des intérêts juridiques et financiers de l'Union. La Direction prépare les provisions sur litiges à constituer, ajuster ou reprendre.

La Direction est également régulièrement sollicitée sur des questions diverses de droit, des recours fiscaux, etc.

TEMPS FORTS 2017

Assurances

Un gestionnaire unique procède au traitement des déclarations de sinistres pour l'ensemble des établissements de l'organisme, analyse les dossiers et fait le choix de la solution la plus adaptée conformément aux règles contractuelles et à la politique de règlement des sinistres.

Les déclarations à titre conservatoire ont été fortement diminuées, compte tenu de leur impact potentiel en termes de sinistralité. Seules 6 ont été effectuées sur l'exercice 2017.

Les retours effectués par nos courtiers et nos compagnies d'assurances permettent une analyse de notre sinistralité et la mise en place d'actions à visée corrective auprès des établissements et des salariés.

Affaires prudhommales

62 litiges prud'homaux sont actuellement en cours, dont 53 nouveaux dossiers en 2017, le plus ancien dossier actif remontant à 2010. Malgré la forte augmentation des recours de salariés et la tendance à la judiciarisation des relations, les dossiers sont régulièrement gagnés.

Recouvrement contentieux des créances

À la date du 31/07/2017, 111 dossiers avaient ainsi été recouvrés pour un montant total de 82 458.86 €.

2017 EN CHIFFRES

Dossiers solutionnés et montants recouvrés par établissement :

43 dossiers pour **28 204,41 €** Valmante

29 dossiers pour **23 060 €** Vallauris

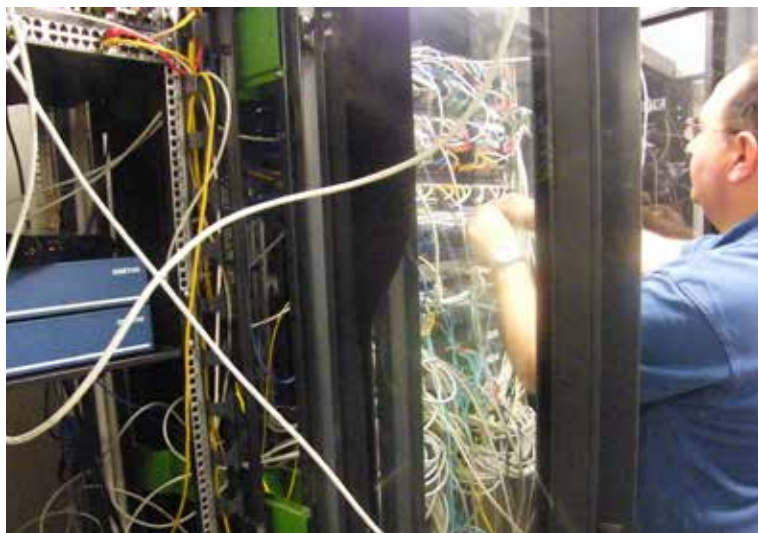
21 dossiers pour **12 511,66 €** Rhône-Azur

15 dossiers pour **16 508,79 €** le Mylord

3 dossiers pour **1 174 €** le Cousson

PERSPECTIVES 2018

- Regroupement des fonctions recouvrement contentieux et assurances, à la faveur des mouvements de personnels
- Nouveau travail de fond sur les modes opératoires de recouvrement contentieux et la gestion des sinistres
- Sensibilisation des personnels, en collaboration avec la Direction des Ressources Humaines, à la question des sinistres automobiles responsables et leur coût pour l'organisme et le Groupe
- Poursuite des dossiers contentieux divers (prud'hommes, tribunal administratif) et recherche d'un outil de gestion informatisé des dossiers



DIRECTRICE Florence SCHALL

RESPONSABLE RÉGIONAL RÉSEAU
Philippe DON

TÉLÉPHONE
04.92.02.53.11

E-MAIL
philippe.don@ugecam.assurance-maladie.fr

SYSTÈME D'INFORMATION

2017 EN CHIFFRES

850 postes de travail
« agents »

200 postes de travail
« patients et per-
sonnes accueillies »

+ de 1 500 lignes
téléphoniques gérées
sur 12 PABX et IPBX

35 serveurs locaux
ou régionaux (éta-
blissements)

40 serveurs en
centre d'héberge-
ment (CTI-GE)

PRÉSENTATION ET MISSIONS

Ce réseau gère l'ensemble de l'infrastructure informatique et téléphonique de l'organisme. Il coordonne, accompagne et anime les activités et projets transversaux.

Les missions s'articulent autour de sept axes :

- La mise en œuvre des dispositifs techniques et fonctionnels liées à notre appartenance au système d'information de l'Assurance Maladie,
- l'administration des équipements et applicatifs,
- l'assistance aux « clients » internes (agents, personnes accueillies, patients),
- le conseil sur les choix stratégiques et techniques,
- la gestion des relations extérieures (prestataires...),
- la sécurité du Système d'Information,
- la préparation et la mise en œuvre des projets.

Le système d'information de l'UGECAM PACA et Corse est désormais membre à part entière de celui de l'Assurance Maladie et une grande partie des actions du réseau (infrastructure, hébergement, sécurité, configurations utilisateurs, applications de gestion) s'inscrit dans les orientations nationales. Les particularités régionales et locales restent toutefois très marquées du fait de nos métiers, de notre organisation, de l'appartenance des établissements à un réseau de santé, et d'une importante infrastructure spécifique mise à disposition des patients et personnes accueillies.

11 collaborateurs, opèrent sur tous les systèmes vitaux de l'environnement informatique de l'UGECAM. Leurs interventions peuvent concerner les systèmes centraux ou hébergés, la téléphonie classique ou IP, tous les types de matériel « utilisateur » ou encore toutes les installations spécifiques raccordées ou non au système d'information. L'organisation du service permet de pouvoir réagir 24h/24, 7j/7 en cas de situation grave. Des postes plus spécifiques (développement, déploiement applicatif) sont confiés à deux spécialistes. Le management du SI bénéficie également du soutien et du relais du RSI et chargé de mission DNGU.

L'action du réseau s'exerce en étroite collaboration et les services de l'Assurance Maladie (Centre National de Gestion du Réseau, Centre de Support National, Centre de Service d'Hébergement Grand-Est plus particulièrement) et dans le respect des référentiels techniques et dispositifs de sécurité nationaux. Des référents techniques sont désignés au sein du réseau afin d'être des contacts privilégiés et de superviser le déploiement et l'administration des solutions nationales sur le réseau de l'organisme.

TEMPS FORTS 2017

Socle technique d'Infrastructure

Continuation, fin et validation de la bascule de l'organisme dans le domaine de l'Assurance Maladie (liaisons de données, plateformes logicielles communes, management des mises à jour, sécurité antivirus, annuaires techniques de référence).

Socle Sécurité Identification-Authentification

Le système d'authentification forte « Access Master » est déployé sur l'ensemble du parc et des utilisateurs. L'accès au SI s'effectue dorénavant selon le dispositif de sécurité national.

Rénovation du réseau

L'opération de rénovation du LAN est lancée avec le soutien du CNGR. L'ensemble du matériel réseau de quatre sites est pris en charge par la CNAMTS. Les outils nationaux de supervision du réseau sont mis à disposition de l'organisme.

Communication-Collaboration

- La solution de Messagerie CNAMTS Mercure remplace la messagerie régionale UGECAMPACAC Lotus Notes. L'accès Mercure est déployé sur un nouveau parc de smartphones.
- Le chantier « Nomadisme » est lancé pour réorganiser les accès au réseau à distance (messagerie, applications).

Outils d'impression

L'organisme adhère au projet National CEDRE de rénovation et de réorganisation du parc d'impression, en collaboration avec le fabricant Canon (marché national). Organisation, communication et premières commandes. Mise en œuvre d'un système de supervision-maintenance régional piloté par un serveur en centre d'hébergement.

Projets locaux

- Une nouvelle architecture wifi est déployée sur le site du CMRA-Briançon.
- L'ensemble des outils du réseau informatique est rétabli sur le Centre de Vence Vosgelade.

Rénovation du parc

Continuation du déploiement de nouveaux postes de travail utilisateurs au profil « CNAMTS- Poste Multifonctions ».

PERSPECTIVES 2018

Alinea-GEF

Préparation et participation au démarrage des nouveaux applicatifs nationaux RH et Gestion, prévus pour le printemps 2018.

GEDIFF

Organisation de l'inventaire du parc informatique autour de l'offre CNAMTS « GEDIFF-GLPI » ; mise en place d'une procédure et d'une méthodologie commune d'inventaire permanent régional (administratif et technique).

Dossier patient sanitaire

Préparation au démarrage du nouvel applicatif national de gestion du dossier patient en établissement sanitaire.

GTA

Projet de mise à jour de l'application de gestion du temps et des plannings GFI Chronotime.

Sécurité

Déploiement et supervision d'un composant supplémentaire de sécurité sur les postes de travail (Stormshield). Changement de version de la solution nationale anti-virus. Déploiement de la nouvelle solution d'authentification forte « Passeport » en remplacement d'Access Master.

Nomadisme, accès à distance

Abandon progressif des solutions régionales d'accès à distance au réseau au profit de l'offre nationale.

Rénovation du LAN

En collaboration avec le CNGR, poursuite du travail de remplacement des matériels réseaux par des équipements Assurance maladie.

Visioconférence

Remplacement des équipements de visio-conférence et rattachement prévu à l'offre nationale. Déploiement des premières solutions Skype en complément.

CEDRE

Poursuite du déploiement de la nouvelle offre d'impression Canon.

Internet

Rattachement de l'ensemble du parc à l'offre CNAM d'accès Internet et abandon de la solution régionale.

Communication-Collaboration

Changement de nom de domaine de l'Assurance maladie et modification de l'ensemble des adresses emails.



DIRECTRICE Marie OZANAM

E-MAIL : marie.ozanam@ugecam.assurance-maladie.fr

PERFORMANCE

2017 EN CHIFFRES

13 000 factures
traitées

20 plans d'audit
procédures

4 234 critères de
contrôles

PRÉSENTATION ET MISSIONS

La direction de la performance assure le pilotage du contrôle de gestion, du service budget et ordonnancement et du contrôle interne, en lien avec les services de l'agent comptable. Le réseau conçoit et anime un dispositif destiné à venir en appui au pilotage des établissements, dans le but d'optimiser la performance de l'UGECAM.

Le contrôle de gestion / budget ordonnancement assure les missions de :

- Pilotage budgétaire : élaboration, suivi et mise en œuvre des budgets des établissements sanitaires et médico-sociaux, production des documents budgétaires réglementairement opposables, élaboration des plans d'équilibre et des plans d'actions associés, notamment dans le cadre du CREF et du dialogue de gestion DGU/UGECAM.
- Contrôle de gestion : gestion des travaux nationaux (RTC, ENC), études médico-économiques, réalisation d'études et d'analyse en appui à l'activité.
- Budget et ordonnancement : gestion de l'ensemble de la facturation de l'organisme, rédaction des procédures associées, répartition des charges entre les budgets de fonctionnement et d'investissement.

Chaque contrôleur de gestion dispose d'un portefeuille d'établissements sanitaires et/ou médico-sociaux dont il assure le suivi.

Le contrôle interne assure, conformément aux orientations stratégiques nationales et régionales, la déclinaison du plan de contrôle interne de l'UGECAM. A ce titre, il a en charge le déploiement des Plan d'Audit Prioritaires (PAP) par processus, la mise à jour de la cartographie des risques, la conduite d'audits de procédures dans le cadre de la maîtrise des risques financiers. Le réseau concourt également aux travaux en lien avec l'élaboration du dossier de clôture des comptes en liaison avec les services de l'agence comptable.

TEMPS FORTS 2017

L'année 2017 a été marquée, pour le contrôle de gestion, par la mise en œuvre de la réforme de la tarification des activités de soins de suite et de réadaptation. La Dotation Modulée à l'Activité, compte tenu de son impact sur le financement des structures sanitaires, a nécessité le renforcement des études médico-économiques dans le cadre de la mise en œuvre du plan régional DMA et de ces déclinaisons locales. Le réseau a également contribué au suivi de la mise du CREF pour l'activité sanitaire. Un travail de formalisation des tableaux de bord a été poursuivi afin de permettre la production mensuelle du tableau de bord de la direction générale. Dans le cadre de l'appui à la performance des établissements médico-sociaux, le réseau a été associé à l'élaboration des budgets et des comptes administratifs ainsi qu'aux études destinées à accompagner le déploiement de la comptabilité analytique sur certaines structures expérimentales comme le PCPE. Les exigences croissantes relatives à la production des plans d'équilibre a largement mobilisé le réseau dans le cadre des échanges trimestriels avec la direction du groupe UGECAM et les autorités de tarification et de tutelle.

Le service budget / ordonnancement a, en 2017, consolidé son organisation, désormais centralisée sur un unique site régional. Le secteur s'est attaché à mettre en œuvre les actions concourant à la réduction des délais de traitement des factures, notamment au cours du second semestre de l'année 2017, dans une logique d'anticipation des opérations de fin d'exercice et de contribution active à la prévision budgétaire. Des outils de suivi de l'activité et des échéances ont été déployés afin de mesurer la performance du service, dans une logique de recherche de l'adéquation des moyens aux charges. On recense ainsi en 2017 plus de 13 000 factures traitées. Par ailleurs, les travaux en vue de l'adéquation des contrôles aux risques financiers se sont poursuivis en 2017, pour hiérarchiser les contrôles a priori mis en œuvre sur les factures traitées en fonction de leur incidence financière.

Le réseau contrôle interne s'est attaché, au cours de l'année 2017, à mettre en œuvre l'ensemble des actions prévues dans le cadre du plan de contrôle interne 2017. L'UGECAM a poursuivi le déploiement des 20 Plans d'Audit des Procédures (dont 15 prioritaires) sur l'ensemble des processus ciblés, ce qui représente l'analyse de 4234 critères de contrôles. Un audit a été réalisé par le cabinet AEC dans le cadre de la préparation de la démarche de certification des comptes. Cet audit a donné lieu à un rapport d'audit qui a été largement partagé entre les membres du comité de direction et du COPIL contrôle interne. Les recommandations ont été prises en compte par la désignation de pilotes en charge de la mise en œuvre d'actions correctives.

Les audits programmés au PCI 2017 ont été les suivants :

- Procédure de traitement des variables de paye,
- procédure embauche,
- procédure suivi du contrat de travail,
- procédure de facturation en établissements medico sociaux,
- la gestion des habilitations,
- l'attestation du service fait.

Les audits ont été menés, un rapport a été rédigé, les constats présentés aux services concernés et au COPIL CI pour validation des recommandations et des actions correctives à engager. Concernant l'audit sur l'attestation du service fait, il a été décidé, au regard du déploiement **à venir en 2018 de l'outil GEF, d'engager un travail de rappel** des consignes et de normalisation des pratiques pour aboutir à la rédaction d'une procédure de traitement des factures fournisseurs et un mode opératoire pour l'attestation du service fait.

PERSPECTIVES 2018

Pour 2018, la Direction de la Performance va orienter ses efforts dans trois domaines en particulier :

- Améliorer la planification des travaux de reporting pour les tutelles ou la Direction du Groupe UGECAM pour permettre aux différents services contributeurs de mieux intégrer ces activités dans leur planning de travail,
- développer l'audit dans le domaine du contrôle interne et le suivi des recommandations et des plans d'actions validés suite aux constats réalisés ou aux contrôles diligents (contrôles de 1^{er} niveau, plan d'audit des procédures ou audit des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes,
- lancer une réflexion sur l'adaptation des outils de pilotage et de suivi économique et financier avec le déploiement du logiciel QUALLIAC pour la gestion économique et financière.



AGENT COMPTABLE

Jean-Philippe LONG

E-MAIL : jean-philippe.long@ugecam.assurance-maladie.fr

FINANCES ET MAÎTRISE DES RISQUES ● ● ● ●

2017 EN CHIFFRES

214 647 euros
intérêts financiers
perçus grâce aux
placements réalisés
en 2017

15 333 364 euros
montant des factures
recouvrées par
l'agence comptable
auprès des patients
et des mutuelles

41,6 jours délai
moyen recouvrement
factures émises.
Ce délai s'est amélioré
de 15,2 jours
par rapport à 2016

PRÉSENTATION ET MISSIONS

L'agent Comptable est chargé, sous sa propre responsabilité, du recouvrement amiable des créances, du paiement des dépenses, de la sincérité des écritures et de la comptabilité générale, de la gestion de la trésorerie.

TEMPS FORTS 2017

2017 est une année charnière à plusieurs titre pour l'agence comptable.

C'est tout d'abord la première année de certification des comptes par un cabinet de commissariat aux comptes. C'est le cabinet Grant Thornton qui a été retenu dans le cadre d'un appel d'offre national. Il est intervenu dès le mois d'octobre pour analyser le bilan d'ouverture de l'exercice (comptes 2016) et la fiabilité du dispositif de contrôle interne en place. Son analyse des comptes se poursuivra en 2018 sur les comptes clôturés au 31 décembre 2017 afin de prononcer son opinion sur les comptes.

2017, c'est également l'année de préparation à la migration vers le nouvel outil comptable et au-delà vers la mise en place du nouvel outil intégré de Gestion Economique et Financière (GEF). Le groupe UGECAM s'équipe d'un progiciel de gestion intégré unique, utilisé dans tous les organismes et impliquant les processus achat, budget, comptabilité, gestion de la trésorerie, des immobilisations et des stocks. C'est une nouvelle approche qui vise à fluidifier les interfaces entre les différents processus support de l'organisme en travaillant sur les mêmes données. Regroupées dans un seul et même « entrepôt de données » l'ensemble de ces informations de gestion et de pilotage doit contribuer à mieux éclairer les décideurs de l'organisme dans leurs choix de gestion, sur le plan économique et financier. Au-delà même des aspects techniques de la migration prévue pour 2018, il a été nécessaire de remettre à plat le fonctionnement des différents processus et adapter nos procédures à ce nouvel environnement. L'Agence Comptable pilote le projet.

2017 est aussi une année d'adaptation des pratiques dans une perspective de recherche d'efficacité et d'efficacité dans le fonctionnement et les services rendus. Deux ans après la réorganisation des fonctions support, une réflexion commune a été engagée pour simplifier les traitements entre les services (gestion des factures fournisseurs et contrôle de la paye) et développer une vision globale dans le cadre du système de management par processus.

Par ailleurs, des expérimentations ont été menées sur les outils monétiques pour faciliter le travail des éducateurs dans les établissements médico sociaux. C'est notamment l'achat de vêtue par internet pour les résidents ou la mise à disposition de cartes bancaires pour les camps.

2017 c'est enfin sur le plan financier une année particulière pour l'UGECAM et par conséquent pour l'agence comptable qui gère ses flux. Les taux d'intérêts restent bas et cela a nécessité une attention spécifique en matière de gestion de la trésorerie disponible et des placements pour rester performant dans le contexte. Cela s'est donc traduit par la mise en place d'une concertation nationale sur les différents supports de placement, à l'initiative de l'UGECAM et par la recherche de nouveaux partenariats. La vente du site de Valmante (33,6 M€) a fortement mobilisé tant au niveau des enjeux économiques pour l'organisme que pour la gestion des flux financiers. Enfin, l'UGECAM a changé de partenaire pour la gestion de ses prestations bancaires : la banque ARKEA a été retenue en 2017 après appel d'offre, se substituant ainsi à la CDC, opérateur historique de l'UGECAM

PERSPECTIVES 2018

Le bilan de l'année 2017 détermine les grands axes de travail pour 2018.

La mise en place du nouvel organigramme avec la création de la Direction Administrative et Financière qui regroupe toutes les fonctions ressources hors RH, introduit de nouveaux modes de fonctionnement avec une plus grande transversalité entre les services.

Ce sera l'occasion de trouver de nouveaux leviers de performance. Cette démarche se déploie en respectant la séparation des tâches entre l'ordonnateur et le comptable tout en recherchant plus de complémentarité dans l'intervention de chaque service.

Le second axe de travail majeur concerne le déploiement de l'outil GEF avec la gestion de la migration et la réorganisation de toutes les activités de la chaîne de traitement pour l'ensemble des fonctions support concernées et l'activité.



DIRECTRICE Florence SCHALL

RESPONSABLE RÉGIONAL RÉSEAU

Christian HODSON

TÉLÉPHONE

04.88.22.86.39

E-MAIL : christian.hodson@ugecam.assurance-maladie.fr

ACHATS ET MARCHÉS PUBLICS ● ● ● ●

2017 EN CHIFFRES

43 marchés publics de fournitures, services et travaux, dont 10 marchés subséquents, notifiés auprès de **52** fournisseurs et sous-traitants, pour un montant maximum d'environ **11** millions d'euros HT
154 664 euros TTC gains achats sur exercice
1 162 000 euros gains cumulés depuis 2015
7 500 bons de commande réalisés dans le SI achats et contrôlés (factures) pour un montant de **8 887 038,15** euros TTC

PRÉSENTATION ET MISSIONS

La mission du service achats marchés publics est d'acquérir des biens, prestations de service et travaux nécessaires à l'activité de l'UGECAM et ainsi de participer à l'amélioration de la prise en charge des personnes accueillies.

Le réseau achats/marchés publics s'emploie à réaliser cette mission dans un contexte contraint de sécurisation des procédures de marchés publics et de réduction des coûts.

Il a pour vocation de garantir, pour le compte du pouvoir adjudicateur, la bonne utilisation des deniers publics. Il veille donc à s'assurer dans le respect de la réglementation applicable, de la performance économique, qualitative, environnementale et sociale de tous les achats de fonctionnement et d'investissement réalisés pour les établissements de l'UGECAM PACA et Corse.

Le réseau achats et marchés publics de l'UGECAM PACA et Corse est composé de la cellule régionale achats et marchés publics centralisée à Marseille (pilotage du réseau, passation et suivi administratif et juridique des marchés publics de la région) et de quatre pôles achats décentralisés (Alpes, Alpes-Maritimes, Provence et Var) ayant en charge principalement la réalisation des achats d'investissement et de fonctionnement (bons de commande) de leur pôle géographique et le rapprochement des factures.

TEMPS FORTS 2017

La politique achats de l'UGECAM PACA et Corse est caractérisée par une orientation forte vers la qualité mais également sur les gains achats et budgétaires. Elle se décline depuis plusieurs exercices autour des trois axes principaux suivants :

- optimiser les produits, services et travaux achetés,
- massifier les achats,
- optimiser les processus d'achat,

Optimisation des achats

L'année 2017 a été témoin du renouvellement de plusieurs marchés et accords-cadres essentiels à l'activité de prise en charge. On notera particulièrement la relance des marchés publics de nutrition entérale et d'analyse des pratiques professionnelles. L'attribution de ces dernières a été l'occasion de réduire le coût des produits et services mais également d'améliorer la qualité de service.

Plusieurs nouveaux projets ont également vu le jour. On notera, le lancement de plusieurs marchés régionaux de maintenance dont le plus conséquent concerne les installations de chauffage, ventilation et climatisation. En complément des aspects économiques, l'attribution des nouveaux marchés a engendré une qualité de service améliorée et une meilleure réactivité des prestataires.

L'année 2017 a également vu la notification du marché public de fourniture d'un dispositif de marche exosquelette pour le Centre Hélios Marin de Vallauris. Cet équipement très rare en France, permet à l'UGECAM PACA et Corse de figurer parmi l'avant garde de l'activité de rééducation fonctionnelle.

Enfin, la notification d'un marché de maintenance multi technique, a optimisé le coût de la maintenance du Centre Médical Le Cousson en regroupant plusieurs contrats dans un dispositif de maintenance semi-globale. Une économie budgétaire a été réalisée dès le démarrage du marché ainsi qu'une amélioration de la qualité de la prestation.

Massification des achats

Le réseau achats/MP a prolongé sa démarche de massification par le biais du lancement de marchés régionaux regroupant des contrats/marchés de plusieurs ou de l'ensemble des établissements de la région. On peut noter le lancement de plusieurs marchés régionaux de maintenance dont le SSI, les moyens de secours et les installations de chauffage, ventilation et climatisation qui ont engendré des économies conséquentes grâce à la résiliation et au regroupement de multiples contrats locaux.

Dans cette même logique de volume, l'UGECAM PACA et Corse a adhéré en 2017 à plusieurs marchés nationaux dont les assurances, les solutions d'impressions et les fournitures de bureau. Enfin le recours à l'UGAP a été préconisé dans certains cas, dont les dispositifs médicaux et les véhicules, au regard des tarifs compétitifs proposés par la centrale d'achats.

Optimisation des processus d'achat

En 2017, les pôles achats décentralisés ont pris en charge environ 7 500 bons de commande de fournitures, services et travaux. Le réseau achats et marchés publics a assuré, le renouvellement ou le lancement de 33 procédures (marchés publics, accords cadre) et 10 marchés subséquents déclinés en 77 lots séparés.

Dans le cadre de ces procédures, un focus particulier a été mis sur les enjeux de développement durable. Ainsi, tous les marchés publiés ont intégré des critères ou sous critères dans ce sens.

Le renforcement de l'accompagnement des prescripteurs et des fournisseurs a permis d'appliquer plus régulièrement des sanctions financières en cas de dysfonctionnement. La maîtrise du mode opératoire prévu dans le « Kit de dysfonctionnement » a engendré un accroissement important des pénalités déduites notamment concernant les marchés de nettoyage et de location de TV en 2017.

Le réseau a poursuivi la professionnalisation de ses agents par son fonctionnement (partage d'expériences, échanges pôle achats régionaux, entre Ugecam et autres organismes, ...) et la formation professionnelle.

Au regard du caractère pluriannuel des marchés, l'impact cumulé des gains achats sur la période 2015-2020 représente à la fin de l'exercice 2017, une économie potentielle de 1 162 000 € TTC.

Enfin, une simplification des circuits de traitement des factures a été engagé afin d'améliorer le délai de règlement des fournisseurs. Un délai maximum de 10 jours de traitement a ainsi été fixé et suivi par chaque pôle achats avec un résultat régional d'environ 90%.

PERSPECTIVES 2018

À l'instar de 2017, le réseau achats et marchés publics s'emploiera activement à affiner l'analyse des segments achats afin d'identifier les poches d'économies potentielles et de poursuivre la recherche de gains achats. La relance de plusieurs accords-cadres et marchés publics régionaux pluriannuels, sera l'opportunité de réétudier les différents segments achats et d'optimiser les prix et les modalités d'achats.

L'année 2018 sera marquée par le lancement du marché public de travaux de reconstruction de la MAS Collobrières et la restructuration du site du Centre Hélios Marin de Vallauris.

En 2018, le réseau poursuivra la démarche globale d'amélioration continue du système de management par processus.

Le réseau prolongera son assistance aux groupes de travail nationaux, dans la préparation des segments achats identifiés comme mutualisables dans le schéma directeur national stratégique des achats de la Direction Nationale des UGECAM.

Enfin, la mise en place du logiciel ERP GEF piloté par la Direction Nationale du Groupe UGECAM, représentera un défi important en termes de réorganisation du processus et des procédures achats.



DIRECTRICE Florence SCHALL

RESPONSABLE RÉGIONALE

France BOCOgnani

TÉLÉPHONE

04 96 20 39 03

E-MAIL : france.bocognani@ugecam.assurance-maladie.fr

COMMUNICATION ● ● ● ●

2017 EN CHIFFRES

50 réalisations
studio graphique et
impressions CPAM des
Bouches-du-Rhône

2 inaugurations

1 déménagement

PRÉSENTATION ET MISSIONS

La mission communication est placée sous l'autorité de la Direction de l'Administration Générale et des Affaires Juridiques. Elle est composée d'une responsable communication travaillant ponctuellement avec d'autres secteurs comme l'informatique, le patrimoine, les ressources humaines...

La communication a plusieurs missions :

- Coordonner les actions régionales en animant et en impliquant différents acteurs internes en fonction des sujets abordés.
- Accompagner la politique régionale de l'organisme et les différents projets concernant les évolutions en termes d'activité et d'immobilier des établissements.
- Participer régulièrement à des groupes de travail régionaux, tel le réseau « Inter com santé publique » et nationaux, afin de recueillir les bonnes pratiques mais aussi, de mutualiser les moyens avec d'autres organismes.
- Mettre en œuvre la politique de communication institutionnelle nationale et de l'organisme. En préparant et accompagnant les changements qui participent à favoriser l'activité de l'UGECAM, son développement à l'externe mais aussi son acceptation en interne.
- Accompagner et participer à des actions internes et externes. Ainsi que des manifestations sportives, culturelles, etc., concernant l'organisme ou les établissements.
- Faire élaborer et diffuser tous les supports, les outils stratégiques originels comme la lettre périodique Synergie, le rapport annuel d'activité, la mise à jour des sites intranet et interne, des communiqués de presse le cas échéant, des insertions publicitaires... en veillant au bon respect de l'utilisation de la charte graphique.

TEMPS FORTS 2017

Synergie 53 – mars 2017 :

- Secteur informatique : information sur la carte agent, l'intranet.
- Ressources humaine : retraite complémentaire, la complémentaire sécu, le conseil en évolution professionnelle, le bulletin de salaire, le compte épargne temps.
- Secteur financier : retour sur la mise en œuvre du CREF.
- Établissements, activité : retour sur l'inauguration Valmante Sud / article sur la Semaine bleue, le grand prix de la Fondation de France, plan Alzheimer / la taxe d'apprentissage, Dotation modulée à l'Activité, déménagement Briançon.

Synergie 54 – juillet 2017 :

- La nouvelle messagerie MERCURE,
- le pôle de Compétence et de Prestations externalisées, Var,
- le management par processus : c'est quoi ?,
- la sécurité informatique,
- la semaine pour l'emploi des personnes handicapées,
- ressources humaines : l'organisation du secteur, le service civique, la politique handicap.

Les principales publications :

- Rapport d'activité 2016,
- plaquette Samsah,
- livret d'accueil patient CSSR Valmante Hôpital Européen,
- plaquettes provisoires patients : Centre Médical Rhône-Azur et CHM Vallauris,
- triptyques (personne de confiance en médico-social, évaluation interne, directives anticipées, prestations hôtelières, commission des usagers),
- affiches : chartes (droits, laïcité, ...),
- plan de communication médico-social.

Inaugurations d'établissements :

- Centre Médical Rhône Azur (Briançon),
- Camps (Brignoles).

PERSPECTIVES 2018

- Plan de communication régional 2018 – 2020.
- Accompagnement :
 - Changement de messagerie,
 - poursuite du CREF,
 - GEF,
 - outil métier établissements sanitaires
 - politique de Développement Durable (impression responsable, révolution numérique, sensibilisation...).
- Inauguration ITEP Vosgelade, nouvelle plaquette.
- Finalisation plaquette régionale.
- Plaquette chiffres clés.
- Livrets d'accueil patient CHM Vallauris (certification) et Centre Médical Rhône-Azur.





DIRECTEUR

Jean-Paul ANDRÉ

E-MAIL : jean-paul.andre@ugecam.assurance-maladie.fr

PATRIMOINE IMMOBILIER ET LOGISTIQUE



2017 EN CHIFFRES

4 réunions
Régionales réseau
Patrimoine

1 réunion trimestrielle
patrimoine sur site
avec chaque directeur
d'établissement.

PRÉSENTATION ET MISSIONS

L'UGECAM PACA Corse est propriétaire d'un patrimoine important qui, au regard des projets des établissements et des exigences budgétaires, doit faire l'objet d'une gestion rationnelle et efficiente.

Les principales lignes directrices de la politique patrimoniale de l'UGECAM sont une meilleure qualité du service public, des conditions de travail modernes et fonctionnelles pour les salariés et une optimisation des coûts de gestion. Ces objectifs requièrent une gestion des actifs immobiliers combinant l'acquisition de locaux mieux adaptés au besoin du territoire et l'entretien des biens pour préserver durablement leur valeur.

Afin de mener à bien ces missions, le pôle immobilier est le prestataire des Directeurs d'établissements dans les 3 domaines.

La gestion des projets immobiliers

La dimension patrimoniale des projets d'établissement est essentielle dans leur réussite, ce qui implique l'accompagnement des Directeurs, de la conception du site à la livraison des bâtis.

Ce pôle intervient comme représentant de la direction générale lors des négociations avec les partenaires et sur la supervision des prestataires tout au long des projets immobiliers.

Enfin, il assure la mission de contrôle lors de l'exécution des travaux et procède aux arbitrages éventuels, sous la responsabilité du Directeur de pôle.

La gestion du patrimoine acquis

Au-delà des projets immobiliers, la gestion du patrimoine doit permettre à chaque établissement de disposer d'un bâti correspondant aux activités de prise en charge et d'accueil de ses publics.

En ce but, les immeubles évoluent en fonction des besoins émergents, de nouvelles réglementations, d'optimisation des structures et de l'usure du temps.

Aussi, comme propriétaire, l'UGECAM veille à ce que le patrimoine soit entretenu et adapté, afin d'assurer son efficience en qualité, en surface et en coût.

Dans cette perspective, les personnels en charge de la maintenance gèrent les contrats d'entretien des équipements en fonction des réglementations.

Ainsi, à l'exception du site de Gap, chaque établissement dispose de plusieurs prestataires dans différents domaines, ce qui représente plus d'une centaine de contrats au niveau régional.

Des équipes d'ouvriers sont également amenées à réaliser des travaux d'entretien et de mise en conformité, mais aussi d'amélioration des équipements.

En fonction de la nature des chantiers, ils peuvent, en relation avec les Directeurs d'établissements, intervenir en parallèle ou en supervision d'entreprises extérieures.

En partenariat avec la DGNU et la direction régionale, le réseau patrimoine gère le suivi financier des opérations immobilières de l'UGECAM PACA Corse.

De nombreux marchés subséquents sont réalisés de même que la participation à la définition de marchés publics de maintenance.

La gestion de la sécurité

Le groupe sécurité veille au respect et à l'application des normes de sécurité incendie, des biens et des personnes, dont les incidences sont considérables tant en terme de complexité d'organisation et de gestion, que de responsabilité.

La validité de la politique adoptée et l'efficacité des dispositifs mis en œuvre ont permis d'obtenir des avis favorables des Commissions Communales de Sécurité pour l'ensemble des établissements de l'UGECAM PACA et Corse.

Un Plan de Sécurité a été élaboré pour chaque entité, grâce à un partenariat entre le réseau et les directions respectives d'établissements.

TEMPS FORTS 2017

- Réception des travaux de restructuration de l'ITEP de Vosgelade en janvier 2017.
- Recrutement d'A2MO pour le projet de restructuration du CHM, dans le cadre d'une procédure de marché public.
- Réalisation du programme fonctionnel en vue de la reconstruction de la MAS de Collobrières avec CITADIS.
- Finalisation du dossier de création d'établissement en Haute Corse pour un début de travaux en avril 2018.
- Mise en place du contrat de maintenance multi technique pour le Centre Médical Le Cousson.
- Réalisation des contrats de maintenance CVC et sécurité incendie ainsi que les missions de contrôle technique, SPS, CSSI et vérifications périodiques en partenariat avec

les marchés publics.

- Finalisation des GPA sur l'IUR VALMANTE SUD et le CMRA de Briançon.
- Finalisation des DGD de l'IUR VALMANTE SUD et du CMRA de Briançon.
- Développement durable : mise à jour annuelle des données énergétiques sur PERLS.
- Entrée de la totalité des données techniques de l'ensemble des établissements sur RAPSODIE.
- Séparation d'une partie du foncier de l'établissement Henri Wallon, entre l'UGECAM et l'État
- Réalisation de la rénovation du service Comptabilité des établissements du Var.
- Réalisation des ADAP en 2017 sur le CRP Le Coteau et la MAS La Source.
- Réalisation des Plan Sécurité des Établissements.
- Réalisation des registres publics d'accessibilité.

PERSPECTIVES 2018

- Optimisation et harmonisation de la maintenance régionale.
- Mise au point d'un outil commun à tous les établissements, pour le suivi des interventions de maintenance.
- Création de 6 lits supplémentaires au Centre Médical Le Cousson.
- Lancement de l'appel d'offre pour la MAS Les Collines en juin 2018, avec les marchés publics.
- Elaboration du dossier pour le jardin thérapeutique du Centre Médical Le Cousson.
- Recrutement du maître d'œuvre pour la restructuration du CHM de Vallauris (20,5 millions d'euros) dans le cadre d'une procédure de marchés publics.
- Restructuration des services supports sur le site d'Henri Wallon.
- ADAP 2018.

GLOSSAIRE



AFPA	Association pour la Formation Professionnelle des Adultes	CGT	Confédération Générale du Travail
AFSSAPS	Agence Française de Sécurité Sanitaires des Produits de Santé	CHICAS	Centre Hospitalier Inter Communal des Alpes du Sud
AGEFIPH	Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées	CICAT	Coordination des Informations et des Conseils en Aides Techniques
AIRE	Association des ITEP et de leurs Réseaux	CIL	Correspondant Informatique et Libertés
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie	CLAN	Comité de Liaison en Alimentation et Nutrition
APHM	Assistance Publique Hôpitaux de Marseille	CLIC	Centre Local d'Information et de Coordination
AM	Assurance Maladie	CLIN	Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales
AMP	Achats-Marchés Publics	CLIS	Classe d'Intégration Scolaire
ANAP	Agence Nationale d'Appui à la Performance des établissements de santé et médico-sociaux	CLUD	Comité de Lutte contre la Douleur
ANESM	Agence Nationale de l'évaluation et de la qualité des Établissements et Services Médico-sociaux	CMC	Catégories Majeures Cliniques
AP-HM	Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille	CMCO	Centre Médico-Chirurgical et Obstétrical
ARS	Agence Régionale de Santé	CMJE	Centre Médical pour Jeunes Enfants
ATIH	Agence Technique de l'Information Hospitalière	CMPP	Centre Médico-Psycho-Pédagogique
AT-MP	Accidents du Travail - Maladies Professionnelles	CNAMTS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
ARTT	Aménagement de la Réduction du Temps de Travail	CNIL	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
ASH	Agent de Service Hospitalier	CNSA	Caisse Nationale de Solidarité et d'Autonomie
ATIH	Agence Technique de l'Information sur l'Hospitalisation	CODIR	Comité des Directeurs
CAFS	Centre d'Accueil Familial Spécialisé	COG	Convention d'Objectifs et de Gestion
CAMSP	Centre d'Action Médico-Sociale Précoce	COMEDIMS	Commission du Médicaments et des Dispositifs Médicaux Stériles
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail	COPERNIC	Comptabilité Pour l'Ensemble du Réseau National Intégrant la Centralisation
CAT	Centre d'Aide par le Travail	COPIL	Comité de Pilotage
CCAS	Caisse Centrale d'Activités Sociales	COREC	Comité Régional de l'Examen des Comptes
CCE	Comité Central d'Entreprise	COTOREP	Commission Technique d'Orientations et de Reclassement Professionnel
CDAPH	Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées	COTRIM	Comité Technique Régional de l'Information Médicale
CCMOSS	Commission Consultative des Marchés des Organismes de Sécurité Sociale	COVIRISQ	Commission des Vigilances, des Risques et de la Qualité
CDES	Commission Départementale pour l'Éducation Spéciale	CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CDI-CDD	Contrat à Durée Indéterminée - Contrat à Durée Déterminée	CPG	Contrat Pluriannuel de Gestion
CFDT	Confédération Française Démocratique du Travail	CPO	Centre de Préorientation
CFE-CGC	Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres	CPOM	Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens
CFG	Certificat de Formation Générale	CRF	Centre de Réadaptation Fonctionnelle
CFTC	Confédération Française des Travailleurs Chrétiens	CREF	Contrat de Retour à l'Équilibre Financier
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail	CRFI	Centre de Rééducation Fonctionnelle Infantile
CHU	Centre Hospitalier Universitaire	CRG	Centre Régional de Gériatrie
CGPME	Confédération Générale du Patronat des Petites et Moyennes Entreprises	CRIP	Centre de Rééducation d'Insertion Professionnelle
		CRF	Centre de Réadaptation Fonctionnelle
		CRP	Centre de Rééducation Professionnelle
		CRPS	Centre de Réadaptation Psychologique et Sociale
		CRUQ	Commission des Relations avec les Usagers et de la Qualité
		CRRA	Centre de Rééducation et de Réadaptation pour Adultes
		CSARR	Catalogue Spécialisé des Activités



CSP	de Rééducation et Réadaptation	MAS	Maison d'Accueil Spécialisée
CSRE	Code de la Santé Publique	MCO	Médecine, Chirurgie, Obstétrique
CSSR	Centre de Soins de Rééducation et d'Éducation	MDPH	Maison Départementales des Personnes Handicapées
CTO	Centre de Soins de Suite et Réadaptation	MECS	Maison d'Enfants à Caractère Sanitaire
CVS	Centre de Traumatologie et d'Orthopédie	MEDEF	Mouvement Des Entreprises de France
DASRI	Conseil de la Vie Sociale	MPR	Médecine physique et de réadaptation
DIALOG-CEG	Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux	MS	Médico-Social
DIM	Dossier informatisé individualisé de la personne	MSSI	Mission Sécurité des Systèmes d'Information
DMS	Département d'Informations Médicales	MR	Maison de Retraite
DNGU	Durée Moyenne de Séjour	MRC	Maison de Repos et Convalescence
DOM TOM	Direction Nationale du Groupe Ugecam	OQN	Objectif Quantifié National
DRAC	Département d'Outre Mer,	OMS	Organisation Mondiale pour la Santé
EAEA	Territoire d'Outre Mer	PARTHAGE	Programme d'Accompagnement des Travailleurs Handicapés pour l'Accès Généralisé à l'Emploi
EBITDAR	Direction Régionale des Affaires Culturelles	PCI	Pratiques et Compétences Informatique
EEAP	Entretiens Annuels d'Évaluation et d'Accompagnement	PMI	Protection Maternelle et Infantile
ENCC	Earnings Before Interest, TW Depreciation, Amortization and Rent	PMSI	Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information
EPRD	Établissements pour Enfants et Adolescents Polyhandicapés	POSU	Pôle Spécialisé d'accueil et de traitement des Urgences
ESAT	Echelle Nationale des Coûts à méthodologie Commune	PPI	Prêt Pour l'Innovation
ESPIC	État Prévisionnel des Recettes et des Dépenses	PRAPS	Programme Régional d'Accès Prévention aux Soins
ESSR	Établissement et Service d'Aide par le Travail	PRS	Projet Régional de Santé
ETP	Établissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif	PSPH	Participant au Service Public Hospitalier
EVC	Établissement de Soins de Suite et de Réadaptation	RESPEC-CL	Réseau de Santé pour la Prise en Charge des Cérébro Lésés adultes
EVRP	Effectif Temps Plein	RH	Ressources Humaines
FAF	État Végétatif Chronique	RMM	Revue de Morbidité et de Mortalité
FAM	Évaluation des Risques Professionnels	RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
FEI	Fonds d'Aide à la Formation	SAE	Statistique Annuelle des Établissements
FMESPP	Foyer d'Accueil Médicalisé	SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
FNA	Fiche d'Événements Indésirables	SEES	Section d'Éducation et d'Enseignement Spécialisés
FNMF	Fonds pour la Modernisation des Établissements de Santé Publics et Privés	SESSAD	Service d'Éducation Spécialisée et de Soins À Domicile
FO	Fonds National d'Adaptation	SI	Soins Infirmiers
GCS	Fédération Nationale de la Mutualité Française	SIH	Syndicat Inter Hospitalier
GDP	Force Ouvrière	SIFPP	Section d'Initiation et de Première Formation Professionnelle
GMAO	Groupeement de Coopération Sanitaire	SNFOCOS	Syndicat National Force Ouvrière des Cadres des Organismes Sociaux
GPEC	Gestion De la Paie	SLD	Soins de Longue Durée
GRH	Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur	SROS	Schéma Régional d'Organisation Sanitaire
ICALIN	Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences	SSIAD	Service de Soins Infirmiers À Domicile
HAD	Gestion Des Ressources Humaines	SSR	Soins de Suite et de Réadaptation
HAS	Indicateur Composite des Activités de Lutte contre Infections Nosocomiales	TDB	Tableau De Bord
HC	Hospitalisation À Domicile	TEP	Thérapeutique Éducatif Pédagogique
HJ	Haute Autorité en Santé	UEROS	Unité d'Évaluation, de Réentraînement wet d'Orientation Sociale et professionnelle
IME	Hospitalisation Complète	UCC	Unité Cognitive Comportementale
IMP	Hospitalisation de Jour	UGEAM	Union pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie
IPAQSS	Institut Médico-Éducatif	ULIS	Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire
ITEP	Institut Médico-Professionnel	UCANSS	Union des Caisses Nationale de Sécurité Sociale
IR	Indicateurs Pour l'Amélioration de la Qualité et de la Sécurité des Soins		
MAPAD	Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique		
	Institut de Rééducation		
	Maison pour Personnes Agées Dépendantes		



Groupe UGECAM Provence-Alpes-Côte d'Azur Corse

42, boulevard de la Gaye

BP 84 - 13406 Marseille cedex 9

Tél. standard : 04.96.20.39.00

Télécopie direction: 04.91.71.00.19

www.ugecam-pacac.fr

**AGIR
ENSEMBLE,
PROTÉGER
CHACUN**